

Informations

rassemblées à **Lyon**



n.9

FEVRIER 1976.

**ON LES A MIS EN PRISON
POURQUOI?**

*LIBERTE
Plus d'armée
Plus d'état*



*ne pensez
plus
et on vous
laissera
tranquille*

3 f.

gardarem lo larzac

(chronique du Larzac suite.)

Nous reprenons nos informations sur la lutte des paysans du Larzac, par ordre chronologique depuis le mois de juin 1975.

Dimanche 15 juin: Un délégation de 80 personnes arrive sur le plateau; elle représente les travailleurs de LIP, Unimel et Kelton. Il s'agit d'inaugurer une parcelle de terrain achetée par les Lip et l'UL CFDT de Besançon.

A 10h15 un grand panneau métallique, visible depuis la RN 9 est scellée; les touristes et automobilistes de passage peuvent y lire « Terrain accessible à tous sauf aux militaires, flics, CRS et assimilés ».

De leur côté les gendarmes mobiles sont en position d'attente contre les paysans. Ils craignent une intervention contre la course cycliste du Midi Libre qui passe à la Calvalerie.

A 10h30 les manifestants commencent le percement de la seconde moitié de la tranchée d'adduction d'eau interrompue par les flics le 4-1-75. Rappelons que cette tranchée doit amener l'eau aux fermes situées dans le périmètre d'extension du camp.

A 11h, les gardes mobiles arrivent et installent les grilles de protection sur leurs cars. Face à un rang serré de flics casqués, armés de boucliers et de lance-grenades les manifestants avancent. Au slogan « Lip-Larzac même combat » le capitaine fait reculer ses hommes et attend les ordres du préfet. Pendant ce temps marteaux piqueurs, pioches et pelles continuent leur travail, la tranchée avance. Les manifestants distribuent des tracts, diffusent le journal «gardarem lo Larzac», réglent la circulation. Les tuyaux traversent la RN 9. On inaugure au milieu des explosionsde bouchons de champagne. La tranchée est rebouchée la route nettoyée, les manifestants fêtent la victoire. Les gendarmes mobiles regagnent leurs véhicules et repartent en marche arrière. Le pouvoir n'a pas osé! Les Lips étaient Là!.

L'été sur le Larzac: Le GFA Larzac I a acheté une ferme de 63 ha, dans une zone qui n'était plus exploitée. Deux couples s'y installent et créent un GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) avec un paysan de la région.

Par habitude l'armée continue à manoeuvrer sur ces terres. Le 18 septembre les nouveaux exploitants dégonflent les pneus d'un camion militaire. Ils ne tolèrent plus la présence de l'armée sur cette « propriété ».

Le GFA Larzac I a d'autre part acquis 123 ha dans un autre endroit et arrive à saturation: les terres achetées s'élevaient à 15 fois de l'apport initial. La création d'un GFA Larzac II est envisagée.

Larzac Université a racheté une maison qui a permis de d'accueillir différents stages: énergie nucléaire, énergie solaire, élevage des ovins, stage génétique... En projet économie régionale, aménagement pratique de l'énergie solaire par l'équipement de chauffe-eau solaires sur des fermes du plateau. Etude sur l'utilisation éventuelle du « gaz de fumier » (celui des brebis, pas des grenades!), les écoles

rurales, histoire (à partir de l'histoire du Larzac et de la région par opposition à la conception jacobine de l'histoire) médecine rurale, école Freinet, forum sur les libertés (à ce sujet on peut déjà contacter Jeannette Colombel 30 rue Louis Thévenet 69004 Lyon).

Dimanche 14 décembre 75: A 22 heures, gare de l'est à Paris 11 larzaciens et larzaciennes distribuent un tract aux bidasses du contingent. Ils sont interpellés par des policiers en civil, conduits au commissariat du quartier pour vérification d'identité et relâchés immédiatement.

* * * * *

Tract distribué aux soldats le 14 décembre gare de l'est à Paris, par des paysans du Larzac.

APPEL DES PAYSANS DU LARZAC A TOUS LES SOLDATS.

Depuis 5 ans, nous nous opposons au projet d'extension du camp du Larzac

- parce que la décision a été prise unilatéralement sans aucune consultation ni concertation préalable.
- parce que la majorité de la population locale et régionale avec ses élus locaux, ses responsables syndicaux, professionnels ne veut pas que la réalisation de ce projet donne un coup de grace à une région qui se meurt.
- parce que l'armée a déjà suffisamment d'espace (270000ha) pour faire manoeuvrer ses engins demmorts et pour y expérimenter des armes qui devront ensuite être vendues à n'importe qui à travers le monde et en particuliers à des pays où régnent la misère, la famine ou la dictature.
- parce que nous croyons

- parce que nous sommes convaincus que notre défense peut passer par d'autres voies que la seule militarisation croissante de notre société.

NOTRE CAUSE EST AUSSI LA VOTRE

nous combattons comme vous:

* Pour une véritable justice qui vous considère enfin comme des citoyens à part entière (droit à l'égalité des conditions de vie, sécurité etc....)

- qui NOUS laisse le droit de vivre au pays.

* Pour une véritable liberté: qui VOUS accorde le droit d'expression, de réunion, etc...

- qui NOUS laisse notre outil de travail.

* Pour une véritable paix entre les hommes:

- qui ne VOUS rende pas complices d'oppression ou de guerre injuste et aveugle.

- qui laisse NOS champs au blé et non aux armes.....

AVEC NOUS.....

Pour la justice, la liberté et la paix

Nous garderons le Larzac.

Lettre au Monde

Lettre adressée au journal «Le Monde», le 19 décembre et qui n'a pas été publiée par ce journal.

Monsieur le directeur

Il arrive qu'il y ait entre la réalité vécue des gens et l'exploitation politique ou policière qui en est faite une telle distorsion qu'il devient nécessaire, pour essayer de comprendre, de partir des faits bruts.

Je veux parler ici de l'inculpation portée (sixième ou septième dossier ouvert, je ne sais plus) contre Maryvonne Marcoux, Domenico Pulchieri et Igor Mundo. Voici donc les faits, tels que, après quinze jours, (et cela montre bien l'importance que le pouvoir met à ce que les gens ne puissent communiquer entre eux) nous pouvons les reconstituer.

Le dimanche 6 décembre Maryvonne Marcoux et Domenico Pulchieri quittaient Genève pour Lyon. Ils étaient venus passer le week end à Genève et y consulter le Centre International de Recherche sur l'Anarchisme. Il s'agit d'un organisme apolitique à vocation essentiellement universitaire, qui se donne pour but, entre autres, de recueillir tout ce qui se publie sur l'anarchisme, par exemple les affiches, les brochures etc..... Ils avaient donc amené, dans la voiture de Maryvonne Marcoux quelques exemplaires d'affiches, de brochures, peut-être anti-militaristes, mais en tout cas en nombre insuffisant pour pouvoir être diffusés publiquement et participer ainsi à une entreprise de démoralisation de l'armée. Mais voilà ils n'avaient pas de vignette! Curieuse imprudence pour des complotiers internationaux! Toujours est il que c'est vraisemblablement à cause de cela que leur voiture a été contrôlée, que quelque zélé gardien de l'ordre est tombé sur quelque chose qui lui a paru subversif et en a référé à un supérieur.

Deux anarchistes (et qui ne s'en cachent pas) arrêtés à la frontière, de plus un italien, inouïs de surcroît. Le voilà le complot international! Les gardiens de l'ordre se précipitent au restaurant qu'exploite Maryvonne Marcoux. Peut être espèrent ils vaguement y trouver des armes voir de la drogue? Rien de tel; ils doivent donc se rabattre sur quelques tracts dont les plus récents remontent à de nombreux mois et, naturellement, des carnets d'adresses.

Alors sur quoi porte l'inculpation? Si c'est sur les documents trouvés dans la voiture, il faut alors dire clairement qu'il y a des livres et des affiches qu'il est interdit, non seulement de diffuser, mais de lire. Il faut aussi s'étonner de ce que Igor Mondo qui passait par hasard au restaurant juste au

moment de la perquisition ait été lui aussi inculpé. Serait ce parce qu'il était également italien et in-soumis?

Si l'inculpation porte sur ce qui a été trouvé au logement de Maryvonne, que viennent faire là les deux italiens qui n'étaient pas à Lyon au moment de la diffusion des tracts? Peut on penser qu'on espère attendre quelques temps que les esprits se soient calmés et qu'on puisse discrètement les expulser ou les extraditer?

Il faut être clair. La seule chose qui puisse être reprochée avec quelque cohérence à ces trois personnes c'est leur qualité d'anarchistes. Alors il faut quand même dire qu'accuser des anarchistes de complot relève, pour qui connaît tant soit peu leurs théories, de l'absurdité. Certes ils luttent contre l'armée, contre le capitalisme et contre l'Etat, mais justement parce qu'ils pensent que les hommes sont capables de s'organiser librement entre eux et que les structures hiérarchisées et institutionnalisées n'ont d'autre utilité que de permettre que perdure l'exploitation de l'homme par l'homme; la conception élitiste d'une avant garde éclairée qui guiderait le peuple sur le droit chemin, leur est absolument étrangère. Ils pensent au contraire que c'est en favorisant l'expression de la révolte et du désir de liberté qui existent au fond de chacun, écrasés par le poids des habitudes et des conformismes que pourra se produire une révolution dont ils ne prédisent ni le déroulement ni l'aboutissement. C'est ce qu'essayait de faire Maryvonne en montant un restaurant où les relations entre les gens ne passeraient pas uniquement par la marchandise et le fric. Et c'est sans doute cela qui est dangereux puisque après l'expulsion des deux camarades italiens une conséquence de cette affaire risque d'être la fermeture du restaurant.

Si on veut être cohérent, la seule inculpation qui puisse tenir est celle «d'association de malfaiteurs». Il existe en effet une vieille loi qui assimile l'anarchisme à un crime. Mais il faut être logique et inculper alors tous les anarchistes, organisés ou non.

On aurait tort de faire de cette affaire un règlement de compte politique entre le pouvoir et des sectes d'opposition. Je ferais volontiers le lien entre cette affaire et celle de l'homme condamné à trois mois de prison ferme pour s'être masturbé derrière une palissade. En réalité, ce qui est traqué en chacun de nous, c'est la petite idée dans notre tête, le petit désir dans notre corps qui introduisent la différence, qui font de nous des êtres vivants et comme tels susceptibles de résister au pouvoir.

AU SECOURS! L'ETAT N'EST PLUS EN SURETE...

L'Etat, ce pachyderme fragile, n'est plus en sûreté, qu'on se le dise. Le monstre froid est enrhumé. Méfiance: une vignette oubliée, une frontière à passer, des opinions pas très catholiques (les amis de Georges sont un peu anars), et hop, te voilà devant la Cour de Sûreté de l'Etat (gare au gorille). Qu'est-ce que c'est encore que c'te bête là ?

citations tirées du livre d'A.Noyer, la sûreté de l'Etat, Paris 1966 .Un homme respectable.

La Cour de Sûreté de l'Etat, Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, la Cour de Sûreté de l'Etat dis-je, mon Dieu où en étais-je, la Cour - Poursuivez Maître - Je vous remercie Monsieur le Président - la Cour de Sûreté de l'Etat «est une juridiction permanente destinée à juger en temps de paix un certain nombre d'infractions ». Permanente: c'est pas du bricolage spontané; en temps de paix: parce qu'en temps de guerre, les tribunaux militaires s'occupent directement de la chose. Passons et arrivons à ce certain nombre d'infractions; lesdites sont groupées en trois catégories que je me fais un plaisir (et un devoir) de vous énumérer, savoir : 1/ La participation au maintien ou à la reconstitution de ligue dissoute ; 2/ Des infractions de droit commun «en rapport avec la Sûreté de l'Etat » ; 3/ «Les crimes et délits contre la Sûreté de l'Etat et les crimes et délits connexes ».

Qu'est-ce à dire ? Reconstitution etc. je n'insiste pas: il faut avoir été organisé en règle, avoir été dissout par décision de justice, et avoir refait le même truc ; c'est trop compliqué, vous n'y arriverez jamais.

Les infractions de droit commun n'est autre chose : «Ces infractions de droit commun nous sont familières (c'est vite dit ça) depuis les décrets du 17 mars 1956 (rappelez-vous qui était au pouvoir à cette époque ?) ce sont les crimes et délits contre la discipline des armées des rébellions avec armes, la provocation ou la participation à un attroupement armé, les associations de malfaiteurs, les entraves à la circulation ferroviaire, les entraves en arme à la circulation routière, les crimes et délits en matière d'armes et de matériel de guerre, les violences graves envers divers fonctionnaires, les meurtres et les coups et blessures volontaires, les menaces, le chantage, les arrestations ou séquestrations arbitraires, les incendies, les destructions volontaires, le pillage, la destruction des télécommunications, les vols, escroqueries, abus de confiance et extorsion de fonds, les délits relatifs à la propagande étrangère et ceux relatifs au contrat d'association ». Bref, tout ce qui sort un peu de l'ordinaire. Deux remarques. La première, c'est que l'élevage clandestin et sans patente des rats-laveurs ne figure pas dans cette liste. Pour éviter de fâcheux malentendus, ceux qui désireront s'y livrer feront bien cependant de consulter l'agent des Renseignements Généraux ou de la D.S.T. le plus proche. Seconde remarque: ces infractions ne sont justiciables de la Cour de Sûreté de l'Etat que «lorsqu'elles ont pour but de renverser l'autorité légitime»

Dans le cas contraire, elles ne relèvent que des juridictions pénales ordinaires. Prenons un exemple au hasard: si vous avez harangué avec flamme des militaires dans un bar, hissé un drapeau noir d'une main en tenant un fusil-mitrailleur dans l'autre, amené des copains avec vous pour voir ça, ça en vaut la peine, jeté ensuite quelques poutres en travers de la voie ferrée, stocké, à tout hasard, une douzaine de grenades quadrillées à vous cédées par un ami colonel, pendu le ministre de l'intérieur, non sans l'avoir au préalable menacé, essayé, après que la corde ait malencontreusement cassé, de lui soutirer quelques billets sous le prétexte oiseux que vous savez qu'il couche avec le ministre des transports (Ah ! ah!), devant son refus indigné, séquestré (arbitrairement of course) le malheureux, si vous avez aussi incendié, volé, pillé, cassé un poteau téléphonique (Allô ne coupez pas), et même, tout arrive, publié les oeuvres complètes de Mao-ze-dong en livraison périodique: malgré l'interdiction de Ponia, et si enfin vous vous faites bêtement pincer par la police; bon, et bien, les gars, il faut vous dire la vérité, c'est mal parti, c'est sûr, mais enfin, si vous arrivez à persuader les flics que vous avez fait tout ç non «pour renverser l'autorité légitime», mais bien au contraire, mais si, mais si monsieur le commissaire, je vous assure, pour renforcer et soutenir le gouvernement, ma foi ce sera les Assises, y a un jury, si vous êtes pas nègre, pas juif, pas arabe, pas gauchiste, pas ouvrier, pas chomeur no plus, et pas pédé, si vous êtes normal quoi! vous avez une chance de vous en tirer sans trop de casse. Ne faites pas c'te tête là, vous avez bien une vieille carte du SAC, des copains qui ont été dans l'OAS, je ne sais pas moi!

Troisième catégorie: alors c'est vraiment n'importe quoi, à la tête du client, le fourre tout. Tout ce qu'un juge, un procureur, un ministre ou un flic peut imaginer de déplaisant (pour lui) et qui ne figure pas dans la seconde catégorie.

Enfin, puisque ça ne marche pas, ça ne fait rien, ne perdez pas la tête (re-haha), ne vous inquiétez pas. Evidemment la procédure suivie devant la Cour de Sûreté de l'Etat est marquée par un certain assouplissement des règles) mais par contre «elle offre de par sa composition de sérieuses garanties d'impartialité», vous voilà rassuré, vous allez donc passer par deux phases successives: une première phase, préliminaire, d'instruction, au sens large du terme, comprenant l'enquête de police et l'instruction du juge commis à cet effet, --et une seconde phase, comprenant les débats devant la cour, et le jugement, disons l'arrêt (arrêt, Buffet, servez vous mon vieux!). Reprenons si vous voulez bien (mais je vous en prie), ces deux phases.

Vous voici en train de bénéficier du délai de garde à vue normal de 48 heures; quelle détente! ce délai peut, sur autorisation du Ministère Public (celui qui va demander le maximum pour vous) ou du juge d'instruction (celui qui essaye de savoir ce que vous faisiez ce vendredi 13, vous ne vous en souvenez vraiment pas ?) prolongé de quatre jours. Six jours au secret, sur simple instruction, secrète elle aussi, d'un magistrat.

ARMÉE – REPRESSION

Espérons que vous n'avez pas laissé du lait sur le feu, où votre bébé faire la sieste. Êtes-vous sûr au moins d'avoir bien fermé le gaz avant de sortir? Vous êtes vraiment d'une insouciance, enfin passons. Heureusement que «le juge d'instruction et le Ministère Public peuvent faire procéder de jour et de nuit à toutes les perquisitions et saisies» (j'attendrai le jour et la nuit, j'attendrai toujours...) Il s'emploie à ranger vos affaires pour vous.

Vous comparez enfin devant le juge d'instruction, dont vous brûler, depuis dix jours, de faire la connaissance. Il ne faut cependant pas que la conversation passionnante que vous allez avoir vous fasse oublier de désigner dans les quatre jours votre avocat. A défaut, pas d'inquiétude, il en fera désigner un d'office par le batonnier, vous aurez la surprise. Autre surprise, à l'audience, puisque les rapports d'expertise ne sont pas obligatoirement communiqués à l'inculpé ou à son avocat; le juge d'instruction peut ainsi vous éviter des soucis prématurés. On a toujours bien le temps de savoir.....

Passent les jours et passent les semaines. Le juge a terminé son instruction, et peut être même la votre de surcroît. S'il estime que des charges sont réunies à votre rencontre, il exprime cette conviction dans une ordonnance ad hoc. Et alors, là, si vous avez des relations, c'est le moment; parce que, pour vous faire passer devant la Cour, l'ordonnance du juge d'instruction ne suffit pas, il faut une décision gouvernementale, et par décret. C'est comme il veut. Et vive l'indépendance de la magistrature. Ils ont un mois pour se décider.

Supposons ce décret pris, arrive la seconde phase, la vraie, première audience, «la Cour». Voici Monsieur le Président, entouré de ses quatre assesseurs, deux d'entre eux choisis comme lui parmi les magistrats du siège (ne rigolez pas c'est pas le moment), les deux autres sont des officiers supérieurs. Si vous aviez commis une infraction contre la Défense nationale, il n'y aurait que deux magistrats, mais vous auriez un officier de plus. Et si vous n'aviez pas attendu aussi longtemps avant d'attenter à la Sécurité de l'Etat, si vous aviez de 16 à 18 ans, vous auriez droit à un juge des enfants. Il faut bien que jeunesse se passe. Est-ce que tous ces braves gens s'y connaissent? Bien entendu, ils sont nommés pour deux ans, par décret aussi, comme le juge d'instruction ou le procureur. D'autres détails? Ça vous intéresse, hein? Et bien, je ne sais pas moi, par exemple «tout manquement, à l'audience d'un avocat à ses obligations peut être réprimé immédiatement, et la sanction exécutée aussitôt» avocats écoeurés s'abstenir. Autre chose, pour l'arrêt, le jugement quoi, ne vous attendez pas à quelque chose de très fourni; c'est une condamnation qu'on veut, pas un romanfleuve.

Et estimez-vous heureux que l'état d'urgence n'ait pas été proclamé! Le Ministère Public, autrement dit le procureur vous aurait fait passer directement devant la Cour vite fait, sans instruction, cinq jours après vous avoir interrogé, et sur ces cinq jours, vous en aviez deux pour choisir un avocat. Rapide? Ma foi, on ne sait jamais, il faut tout prévoir. Et si beaucoup de gens se mettaient, tentés, à attenter, le gouvernement pourrait nommer par décret des chambres temporaires, histoire de donner un coup de main aux collègues surmenés.

Je bavarde, je bavarde... Vous voulez que je vous résume le problème? Alors disons que «la Cour de Sécurité de l'Etat est parfaitement adaptée à la forme de guerre révolutionnaire que l'on connaît de nos jours, guerre qui se déroule souvent en temps de paix» comme dirait Coluche s'il avait lu Clausewitz «avec le soutien de réseaux divers et étendus sic sur l'ensemble du pays, recourant à toutes les formes de terrorisme pour mettre le

pays en condition et faisant appel aussi bien à des civils qu'à des militaires» dantesque! mais scandaleux! que font les pouvoirs publics! «Aussi était-il nécessaire que la compétence de la Cour s'exerçât... sans distinguer entre infractions politiques et infractions de droit commun lorsqu'elles portaient également atteinte à l'Autorité légitime, sans distinguer entre civils et militaires, entre majeurs et mineurs de 16 à 18 ans, puisque le terrorisme est de nature complexe et qu'il s'appuie sur des éléments variés».

A mon avis, le mieux, à ce point là, c'est d'avouer: Carlos, c'était vous, et l'assassinat d'Henri IV aussi; ne parlons de la défaite de Dien Bien Phu, attendez qu'ils fassent le premier pas. Et ne vous plaignez pas qu'il n'y ait rien, mais strictement rien dans votre dossier. D'abord, l'accusation arrivera bien à établir que vous avez vu Carlos. Où? A la station de métro Charenton, ou quelque part ailleurs entre Vladivostock (ah ah...) et Tombouctou (hé hé...). Quand? Disons il y a dix ans un vendredi 13 avril à six heures et demi du soir. Ça vous épate? On est comme ça maintenant dans la police, compétents, ordinateurs et tout le bataclan. Et puis merde, vous avouez être antimilitariste et anarchiste, - entre parenthèses, c'est vraiment démodé, tout ça, vous seriez jeune républicain indépendant, ou à la rigueur jeune communiste... - bref vous voulez détruire l'Armée, vous voulez détruire l'Etat, c'est idiot d'ailleurs, personne de sensé ne peut croire qu'il arrivera à détruire l'Armée et l'Etat faut être fou, enfin passons, - vous l'avez souhaité, c'est comme si vous l'aviez essayé. Vous pouvez avoir vos opinions, évidemment, mais vous parlez, vous collez des affiches, vous rencontrez des gens, et puis quoi encore? Vous vous croyez tout permis?

«Que signifie la liberté de la presse? Le droit d'imprimer et de publier toutes sortes d'opinions, si absurdes et corrompues qu'elles soient. Est-ce un péché grave de s'abonner à un périodique libéral (IRL par exemple)? Oui, parce que c'est consacrer son argent au mal, placer son espérance dans le désordre et donner aux autres un mauvais exemple. Y a-t-il d'autres libertés néfastes? Oui, liberté d'enseignement, liberté de propagande, liberté de réunion. Pourquoi sont elles néfastes? Parce qu'elles permettent d'enseigner l'erreur, de propager le vice, et de comploter.....» (Catéchisme espagnol, cité par Le Monde, 27 juillet 1955).

Alors? «Liberté, liberté, le Peuple crie ton nom!», ça lui fait une belle jambe au peuple. «Nous assistons aujourd'hui à un redéploiement de la relance économique» tu parles Charles. Non soyons sérieux, brûlez vos livres pernicieux, allez chez le coiffeur et faites vous coupez les cheveux, ne traînez plus sur les trottoirs, laissez tomber les copains, contentez vous de la télé. Fermez votre gueule et acceptez tout. A ce prix là, le marteau-pilon n'écrasera pas la mouche. Et les mouches sociales démocrates feraient bien de ne pas rigoler trop fort, parce qu'elles n'en ont plus pour longtemps avant de se faire enculer, «ne tombons pas dans le piège que nous tend le pouvoir, camarades surtout ne bougeons pas», encore quelques pièges de ce calibre habilement évités, et vous allez voir à quel niveau on va être! Quant aux mouches anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, et autres PSU ou maos reconvertis, ou même plus simplement, humains qui voulez vivre libres, vous voilà prévenus. On en est aux petits réglages d'essai de la machine. Moi, personnellement, je suis optimiste. D'abord parce que je suis un bon citoyen. Et puis, pour rester dans le poétique, il y a cette vieille histoire du grain de sable dans la machine. Utopique? Bof, les tempêtes de sable, ça existe aussi mes potes.

LES ANIMAUX MALADES DE LA PESTE

En arrêtant des appelés, des militants syndicalistes et des militants d'extrême gauche le gouvernement veut faire croire à l'opinion publique que le malaise dans l'armée, les conflits plus ou moins spectaculaires qui agitent un grand nombre de casernes sont provoqués par des «agitateurs professionnels», membres de petits groupes gauchistes.

Il y aurait quelque part dans l'ombre une poignée de conspirateurs décidés à détruire la société. C'est Bigeard qui tous les quatre matins vient rappeler à la télévision et à la radio que - dieu merci! - l'immense majorité des appelés gardent une saine mentalité et que seuls 500 individus au grand maximum s'efforcent de pervertir cette belle jeunesse; il suffit de mettre hors d'état de nuire ces sinistres individus pour que tout rentre dans l'ordre et la tranquillité, pour qu'on en parle plus, c'est à dire pour que le pouvoir, la télé n'en parlent plus.

Ce raisonnement n'est pas nouveau, il n'est pas spécial à l'armée. Si dans les écoles tout va mal c'est aussi l'oeuvre de ces cinq cent extrémistes. Si dans les usines comme à Paris Rhône, les ouvrières se mettent en grève c'est toujours à cause de cette infime minorité de brebis galeuses qu'il suffit de licencier. Si les «moeurs se dégradent», comme ils disent, si la vie devient impossible c'est toujours la faute de s'agitateurs professionnels. Bientôt on va nous expliquer que la crise, le chômage, l'inflation n'existeraient pas sans la poignée de gauchistes, les empêchours de tourner en rond.

Bien sûr tout ceci ne tient pas debout. Comment croire raisonnablement que 500 personnes peuvent menacer l'armée française, la «démoraliser»? Le juge Gallut peut bien accumuler les arrestations, il ne parviendra pas à démontrer quoi que ce soit, et pour cause! Si l'armée se démoralise c'est que les soldats ne supportent plus l'absurdité du système militaire, si l'école marche mal c'est que les élèves ne supportent plus le système scolaire, si les ouvriers se mettent en grève c'est qu'ils ne supportent plus leurs conditions de travail et de vie, si les moeurs se dégradent c'est que les jeunes n'acceptent plus la repression sexuelle. Si la société est en crise c'est que le capitalisme est un système absurde qui est en train de crever de son absurdité.

Tout ceci, il suffit de réfléchir une minute pour s'en rendre compte. Mais les gens au pouvoir ne sont pas là pour réfléchir ils sont là pour que le capitalisme continue, pour que les usines tournent, pour que l'école continue de produire des ouvriers et des fonctionnaires, pour que la sexualité ne détourne pas les jeunes de la vie abrutissante imposée par la société, pour que l'armée reste le «dernier rempart» de l'ordre actuel, pour que les gens ne se rendent jamais compte que la crise actuelle est le résultat direct de l'absurdité du système capitaliste.

Alors le pouvoir fait ce que tout pouvoir fait dans ces conditions, il trouve des boucs émissaires, une petite minorité sur qui il pourra faire retomber tout ce qui ne va pas dans notre vie. Il faut que ce soit une petite minorité, pour que ça serve d'exemple aux autres, pour que les autres prennent peur, pour qu'ils se tiennent tranquilles, bien mieux, pour

qu'ils se rangent du côté du pouvoir, qu'ils acceptent de crier avec les loups et qu'ils défoulent leurs frustrations sur le dos des parias dont viennent tous les ennuis actuels. Quand Lafontaine écrivait sa fable «Les animaux malades de la peste» il décrivait les techniques du pouvoir de toujours. Autrefois, il n'y a pas si longtemps, sous Hitler, sous Pétain, les parias c'étaient les juifs, les francs-maçons, les communistes, les démocrates. Dans les pays de l'est se sont les «agents de la CIA», les «contre-révolutionnaires», les «kooligans». Aujourd'hui en France ce sont les «gauchistes».

Le pouvoir n'a pas de preuves mais ça ne fait rien, il a la télé, la radio, il est le grand metteur en scène, celui qui peut faire croire presque tout ce qu'il veut.

La crise de la société? C'est la faute aux gauchistes! haro sur les gauchistes! Arrêtons les! Pendons les! Fusillons les! Au moins pendant ce temps là on oublie un peu les insatisfactions, les humiliations, les frustrations de tous les jours.

Et la gauche marche làdedans, elle y marche résolument parce que elle aussi, elle constitue une pièce du pouvoir. Le pouvoir elle le brigue, elle le désire, elle sait bien parce qu'elle l'a exercé comment il fonctionne. La lutte politique c'est un immense spectacle et la gauche elle sait bien que si elle veut gagner les élections un jour il lui faut jouer son rôle dans ce spectacle. Comme les gens du pouvoir en place elle sait que la démoralisation de l'armée ne peut pas être produite par cinq cent individus, elle sait bien que c'est absurde, mais ça lui servirait à quoi de le dire? La droite a marqué un bon point (du moins au début), c'est de bonne guerre, la gauche s'écrase en attendant de répliquer (c'est ce que vient de faire le parti communiste maintenant que le vent tourne). Pendant ce temps là des gens qui n'ont rien fait de plus que les autres, qui ont seulement eu le courage de dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas se retrouvent en tête, mais ça la gauche elle s'en fout, la politique ça ne se fait pas avec des pincettes.

Quand à l'extrême gauche, sous ses communiqués indignés elle se réjouit, enfin on la prend au sérieux. Le pouvoir peut bien mentir en affirmant que la crise de l'armée est produite par une poignée d'agitateurs, l'extrême gauche ne relève pas ce mensonge, bien au contraire; grâce à lui elle devient enfin quelque chose sur cette scène politique où elle n'est admise qu'épisodiquement; c'est elle qui menace l'ordre établi, qui démoralise l'armée, suscite les grèves, elle peut pousser du coude la gauche qui lui tourne le dos, lui piquer des militants, gagner du terrain dans le contrôle des syndicats, regrouper sous ses bannières et ses drapeaux tous ceux qui indignés par les arrestations, ne savent pas comment manifester cette indignation. C'est un petit tabouret que le pouvoir offre à l'extrême gauche sur l'estrange politique, un tabouret d'accusé de prévenu, mais ce qui compte c'est d'être là, à côté des autres, de battre les planches comme les grands, de parler à la télé, de lire ses communiqués dans la presse, de voir ses sigles dans les manifestations.

Pendant ce temps là le pouvoir met en place ses appareils de repression, il habitue l'opinion à l'autoritarisme, mais ce n'est pas pour déplaire à l'extrême gauche; elle ne détecte pas ces périodes de repression ou son organisation fait plus ou moins merveille, où elle existe seule, dans la semi-clandestinité pendant que la grande masse des gens se replie sur sa vie immédiate, sur le travail absurde mais qu'il faut bien accepter à cause du chômage; dans la vie de famille, bien triste parfois, mais qu'il faut bien accepter dans une période d'insécurité où la moindre vétille d'originalité peut attirer le regard pointilleux du pouvoir.

ARMEE - REPRESSION

Le grand ramdam actuel ne doit pas faire illusion, c'est un théâtre d'ombre chinoise qui permet surtout au pouvoir de raffermir son autorité dans la salle, parmi les spectateurs. La société est en crise, un nombre croissant de gens n'acceptent plus un rôle social, des tâches sociales qui leur paraissent absurdes, qui les empêchent de vivre. Ca c'est traduit longtemps par des petits riens, des rveries, des « absences » -- « Il n'est pas à ce qu'il fait » -- maintenant c'est le refus, la révolte larvée, les comportements déviants. La société capitaliste ne peut plus faire confiance aux gens, elle ne peut plus se fier au « sens de l'obéissance », au « sens de l'autorité » au sens de la « conscience professionnelle », tous ces « sens » ne fonctionnent plus. Alors le baton du jendarme sort des casernes et des commissariats, il va se ballader jusque dans la vie des gens. Trois mois de prison ferme pour masturbation derrière une pallissade? Mais ça n'a rien de bien nouveau. Il y a longtemps déjà que des comportements anodins attirent les foudres du pouvoir. Essayez par exemple de courir dans la rue en présence de « représentants de l'autorité », il y a dix ans vous étiez sûrs d'être interpellé, maintenant estimez vous heureux si vous n'attrapez pas une balle de revolver. Des gestes aussi simples que courir, s'asseoir par terre, discuter à plusieurs, faire des grands gestes etc... peuvent vous conduire en prison ou à l'hôpital.

Le capitalisme est en crise, la vie des gens devient impossible, ils essaient de réagir, l'Etat intervient aussitôt pour qu'ils se tiennent tranquilles. Ca c'est la première étape. La seconde c'est trouver des responsables au « malaise », des coupables qu'on offre en pâture à la vindicte publique,

qu'on chatie hostensiblement pour que chacun sache bien qu'on ne brave pas impunément l'ordre établi. Les choses ne s'arrangent toujours pas? On passe à la troisième étape. Le pouvoir fait descendre lui même les gens dans la rue, en bon ordre bien sûr, avec des uniformes sur le dos, et au pas, pour aller casser la gueule aux « ennemis intérieurs » tous ceux qui sortent des normes, les gens de couleur basanée par exemple, les homosexuels, les communistes, les démocrates etc.... Cette troisième étape est plus généralement connue sous le terme de fascisme.

Face à ça qu'est ce qu'on peut faire? Certainement pas aller tenir le rôle que nous a préparé le pouvoir. A mon avis la résistance à la mise en place d'un système autoritaire et repressif, comme le développement d'un mouvement capable de transformer la société ne se joue pas d'abord sur la scène politique, dans les campagnes électorales, dans les manifestations de rue ou dans les organisations clandestines ; elle s'opère dans la lutte de tous les jours, dans le refus d'un grand nombre de gens des rapports autoritaires, de l'oppression quotidienne. Des milliers de gens capables de s'asseoir de temps en temps (quand il fait beau) par terre, sur le trottoir pour discuter un moment, font plus pour la défense des libertés que cent manifestations ritualisées. Dans un pays où des millions de gens sont capables de dire « non! » dans leur vie de tous les jours et de se reconnaître entre eux, les régimes autoritaires, le fascisme ne sont pas possibles, les armées s'affaiblissent ou se démoralisent, comme on voudra, les instruments repressifs deviennent inefficaces et la transformation sociale est à l'ordre du jour.

Le texte qui suit est la copie d'une lettre au ministre de la défense envoyée le 9/10/75 par un insoumis. Dans le moment près n' d'atteinte à la liberté d'expression sur la question militaire nous publions sa lettre sans autre forme de procès. A propos de procès, signalons que le copain en question est poursuivi pour insoumission et sera jugé prochainement devant le TPF de Lyon. C'est aussi pour cela qu'on lui donne la parole.

Thierry Tranchand
46 rue Henry Gorju
69004 Lyon.

Monsieur

sachant que la mission de l'armée est la préparation et la prise en main de la défense de la patrie, et des intérêts supérieurs de la nation
article 1
qu'en 19 ans, des plans style Clemet Marot ont été appliqués plusieurs fois; des appelés ont remplacé des éboueurs en grève; des appelés ont remplacé les grévistes des trispostaux; des paysans sont expropriés.
Sachez que je refuse cette armée qui viole une des libertés démocratiques les plus élémentaires: **LE DROIT DE GREVE**

sachant que tout militaire est libre de ses opinions ou croyances philosophiques, religieuses ou politiques à condition qu'il ne les exprime qu'en dehors du service et avec réserve (article 7)
qu'il est interdit de lire toute publication qu'elle qu'en soit la forme, pouvant nuire au moral ou à la discipline de l'armée.
(article 8)
qu'il est interdit aux militaires de faire partie d'une association ou d'un groupe à caractère politique

(article 9)

Sachez que je qualifie: l'absence de liberté d'expression
l'absence de liberté d'information
l'absence de liberté politique
d'embrigadement idéologique, de violation d'un principe démocratique, et de castration du sens critique.

VIVE L'

A Je refuse cette armée, où règne un univers carcéral à l'intérieur de ses casernes, et où un embrigadement idéologique y est dissimulé derrière une réglementation
Je refuse d'apprendre, et de par ce fait d'avoir, un jour
A à tirer sur un camarade pour l'unique intérêt du patronat
INDOCHINE, ALGERIE, TCHAD

R Je refuse un service national qui est là pour dresser des jeunes à obéir, aujourd'hui, à tout ce que dit un gradé,
C demain à tout ce que dit un gavé
Je refuse une armée qui collabore avec des pays ouvertement fascistes.

H hier la Grèce des colonels
I aujourd'hui le Chili de Pinochet, l'Espagne des tortionnaires.

E Ne me reconnaissant pas de patrie, je refuse de servir de ses institutions garantissant son existence.
Je refuse une armée qui n'hésite pas à dépenser des milliards alors que des gens n'ont que leur misère pour subsister
Je refuse une armée qui continue son expérimentation atomique oubliant les 79 400 morts du 6 aout 1945--Hiroshima
les 75 000 morts du 9 aout 1945--Nagasaki
Victimes du crime légalisé

Ne me reconnaissant pas de maître, je refuse d'être le complice de vos mascarades étatiques

**MORT A L'ETAT
MORT A L'ARMEE**

**VIVE LA REVOLUTION
VIVE LE PEUPLE EN
ARMES.**

Recevez monsieur mes salutations les plus insoumises en attendant mon pied là où vous savez.

Déclaration violemment antimilitariste

Nous avons reçu ce texte; nous sommes d'accord avec cet effort de clarification de quelques idées sur l'armée et de la nécessité d'une solidarité tant avec les insoumis et objecteurs qu'avec soldats, syndicalistes.... emprisonnés pour leur action dans l'armée. Mais il faut rompre avec le triomphalisme verbal et dire que nous avons actuellement peu (bien que quelques uns) de possibilités d'aide concrète. Camarades qui voulez vous insoumettre, sachez qu'il faudra surtout compter sur vous mêmes.

Le pouvoir est reparti en manoeuvre: après «l'unité nationale», c'est maintenant l'armée, son armée chérie, qui est en danger. Des dizaines d'insoumis et d'objecteurs non reconnus étaient déjà en prison. Maintenant on incarcère et on inculpe les soldats qui résistent à une institution détestée, les syndicalistes et les militants qui les aident, les antimilitaristes qui les approuvent, les insoumis français ou étrangers réfugiés en France.

Sans doute s'agit il d'une opération «politique» destinée à gêner la gauche, en montant en épingle les activités contestataires de quelques syndicalistes CFDT; mais il s'agit AUS-SI d'intimider et d'endiguer les actes de résistance des soldats, de plus en plus nombreux et déterminés. En même temps on déclenche une opération antigauchiste de plus, on prépare des contrôles plus efficaces: une semaine anti-gauchiste, une semaine anti-gauchiste, les médias font le reste, l'ordre reste à l'ordre du jour. Ainsi se creuse la distance entre la «masse» circonvenue, acquiescente, hypnotisée, et une minorité isolée et désignée comme objet de la réprobation et de la haine collectives.

Conséquences: la gauche, accusée de vouloir le désordre, montre sa vraie nature. Le PS et le PC sont pour l'Ordre, la Discipline, la Police, la Défense Nationale, l'Armée, l'Etat--et surtout si ce sont eux qui en disposent. Ils n'ont rien contre la répression, sinon, peut être, qu'elle est exercée par d'autres que par eux mêmes-- et cela est maintenant visible pour tous. Seuls le déploreront ceux qui, par naïveté ou par intérêt, misent encore sur eux.

Certains «militants», de leur côté, sont prêts à lutter contre la répression en payant de leur personne; mais ils restent en-glués, pour la plupart, dans une conception «militaire» de la lutte sociale et politique: il leur faut une organisation dure et disciplinée, avec stratégie et tactique, des chefs-lucides-liés--aux--masses, des services d'ordre efficace, des militants prêts au sacrifice.....Et en attendant, camarades, combattez l'armée mais de l'intérieur! Acceptez le maniement d'armes et les marches forcées, car la Révolution vous veut instruits et vigoureux pour servir le peuple! Organisez vous en syndicats! La révolution, mais dans l'ordre et dans la discipline!

Contre toutes ces équivoques et confusions, nous voulons prendre nettement position; d'abord parce que nous pensons qu'il faut soutenir activement ceux qui dans l'armée résistent et prennent des coups, et qu'on ne peut laisser seuls; mais aussi parce que le pouvoir «libéral» que nous subissons quotidiennement entreprend manifestement de faire reculer toute mise en question, en actes ou en paroles, dans l'armée, dans la rue, et partout où elle pourrait surgir. Si parmi nous, certains ont pu échapper à l'armée, d'autres y ont dû passer un an, deux ans ou plus. **Nous avons et nous prendrons le droit de dire ce que nous pensons de cette institution,** de celle-ci comme de toutes les autres, justice, police, état. Et de le dire clairement.

Nous sommes contre l'armée

Nous sommes contre l'armée parce qu'elle est pure oppression et pure répression; parce qu'elle est le pouvoir de la mort; parce qu'elle nous soumet au règne de l'autorité et de la hiérarchie, dans la crainte quotidienne, l'habitude devant la force brute; parce qu'elle est destructrice et démoralisante. Nous sommes contre l'armée parce qu'on ne peut pas être pour: celui qui est pour l'armée est déjà lui-même un flic et un adjutant, il est l'armée, il est l'ennemi de tout ce qui vit.

Nous sommes contre l'armée parce qu'elle est toujours du côté du pouvoir de la minorité; parce qu'elle est toujours le soutien de l'injustice, de l'inégalité, des privilèges, de l'exploitation, les rétablissant partout où la révolte des opprimés les menace. Et parce que les militaires vivent eux mêmes entièrement aux dépens des travailleurs.

Nous sommes contre toute armée

Parce qu'elles sont toutes pareilles; parce que toute armée est d'abord un état-major prêt à donner l'ordre de tirer, de tuer, d'aller se faire tuer, sous peine d'être condamné à mort.

Nous sommes contre toute armée parce qu'elles sont toutes faites pour faire tirer des travailleurs sur d'autres travailleurs, des opprimés sur d'autres opprimés.

La liste est longue qui va de l'armée rouge tirant sur les ouvriers révoltés de Berlin, Budapest, Varsovie, ou de l'armée populaire chinoise tirant sur les ouvriers révoltés de Shanghai pendant la révolution culturelle, à l'armée française brulant les mechta algériennes, ou l'armée américaine nappalmsant les campagnes vietnamiennes, en passant par l'armée portugaise remettant finalement au pas les ouvriers en grève ou les paysans occupant des terres, après s'être fait la main dans les maquis angolais ou autres, et par les armées de «libération» de tout acabit éliminant les opposants. Sans oublier le Chili, etc. etc...

Nous ne reconnaissons que la lutte, armée ou non, des opprimés se défendant eux-mêmes, c'est-à-dire défendant ce que toutes les armées «réactionnaires» ou «révolutionnaires» leur ont jusqu'à présent enlevé: la liberté, la vie, le droit de disposer d'eux-mêmes.

Dans l'armée, les soldats n'ont le choix qu'entre s'écraser ou se révolter: il ne peut pas y avoir de droits du soldat, il n'y a que des modalités de l'obéissance. Et le seul droit qu'il faut exiger, c'est justement celui de n'être pas soldat, et de vivre sans soldats, sans officiers, sans armée.

Qu'on ne nous fasse pas le coup de l'entreprise d'affaiblissement de la défense nationale et de démoralisation de l'armée! Nous entreprenons d'affirmer ce que nous pensons, aux côtés de ceux qui l'ont déjà fait et se trouvent inculpés. Nous ne voulons pas affaiblir la défense nationale, mais renforcer contre les exploités internationaux la défense internationale des travailleurs, qui ont toujours fait les frais des guerres nationales. Nous ne voulons pas «démoraliser» l'armée: l'armée n'a pas de moral, c'est une machine à décerveler qui ne laisse dans les têtes et dans les corps qu'une seule chose: le réflexe d'obéissance aveugle.

C'est pourquoi nous disons: si vous n'y allez pas, insoumis, réfractaires, objecteurs, nous vous aiderons, que vous soyez français ou étrangers. Si vous y êtes déjà, et que vous résistez en vous unissant ou individuellement, nous vous aiderons aussi, comme tous ceux qui affirment leur liberté face à l'armée, la police et l'Etat qui les écrasent. Nous vous aiderons, moralement et matériellement, comme nous le pourrions et aussi nombreux que nous le pourrions.

BESANCON il y a 70 ans

(Les débuts du mouvement syndical à Besançon - Jean Charles aux Editions Sociales.)

L'histoire ne se répète pas, mais il lui arrive de se faire des clins d'oeil. La vaste manoeuvre du gouvernement contre la contestation dans l'armée a démarré avec l'affaire de Besançon, la création d'une section syndicale d'appelés fermement soutenue par l'union locale CFDT (dont le secrétaire est encore à ce jour en prison) et par un grand nombre d'ouvriers de cette ville; l'organisation CFDT est durement attaquée pendant que les socialistes, les dirigeants et les notables locaux, gardent un prudent silence et que le parti communiste dénonce l'antimilitarisme et les groupes d'extrême gauche.

L'ironie veut que ce soit un militant communiste, monsieur Jean Charles qui, dans un livre paru aux éditions sociales (les éditions du parti) raconte les débuts du mouvement syndical à Besançon. Ce livre est très instructif et on ne peut qu'en conseiller la lecture aux militants communistes pour leur rafraichir la mémoire.

oo00oo

En 1904 à Besançon le mouvement syndical se porte mal, les effectifs sont faibles, les dirigeants syndicaux sont liés à la municipalité et plusieurs d'entre eux sont en même temps conseillers municipaux. Une grève éclate dans une petite usine de montres, au cours d'une manifestation près du domicile du patron, celui ci sort son fusil et blesse gravement un des manifestants. Jugé le patron est acquitté, les dirigeants syndicaux ont refusé de porter plainte, la municipalité est restée muette. Le mécontentement des ouvriers contre la direction syndicale se développe et en septembre le syndicat des bijoutiers attaque dans son bulletin la direction fédérale en l'accusant de municipalisme. Un nouvel incident va mettre le feu aux poudres. Dès 1902 des militants ouvriers ont essayé d'entrer en contact avec les soldats en garnison à Besançon, avec succès; un certain nombre de militaires se réunissent chaque semaine dans les locaux syndicaux malgré les multiples circulaires du ministre de la guerre (le Bourges de l'époque). Des militants ouvriers participent à ces réunions et début 1904 un «groupe d'étude social» est officiellement fondé. Le syndicat des employés, contrôlé par la municipalité socialiste, dénonce violemment ce groupe accusé de «faire de la politique» et d'avoir coller des affiches «anarchistes» préconisant l'action directe et critiquant les syndicalistes qui ont participé aux élections municipales.

La discussion s'engage dans les syndicats et « au renouvellement de janvier 1905 de la commission exécutive, aucun de ses membres ne fut réélu. Ils furent remplacés par une majorité de camarades libertaires qui procéda tout d'abord à la mise au point des statuts et règlements » (souvenirs du secrétaire de la bourse du travail Graizely cité par Jean Charles page 132)

Les «aventuristes», les «anarchistes antimilitaristes» viennent de prendre la direction du mouvement syndical bisontin.

oo00oo

Anarchiste et antimilitariste le mouvement syndical bisontin le devient sans aucun doute à partir de 1905. Citons Jean Charles:

«En janvier 1906 la fédération fait placarder une affiche de la CGT intitulée GUERRE A LA GUERRE (cf document encadré).....le même jour la fédération discute de la repression des menées antimilitaristes; vingt six militants ouvriers viennent d'être condamnés à 36 années de prison pour une affiche aux conscrits: **Quand on vous commandera de décharger vos fusils sur vos frères de misère comme cela c'est produit à Chalons, à La Martinique, à Limoges, travailleurs, soldats de demain, vous n'hésitez pas, vous n'obéirez pas. Vous tirerez, mais non sur vos camarades, vous tirerez sur les soudards galonnés qui oseront vous donner de pareils ordres.**

Officiellement cette affiche émane de AIA (association internationale antimilitariste) et ne concerne guère le mouvement syndical, mais lorsqu'on sait que les animateurs de cette association sont pour la plupart des syndicalistes anarchistes, que le secrétaire en est Yvetot par ailleurs secrétaire général de la CGT, que le siège de l'organisation est fixé 33 rue de la Grange-aux belles, siège de la CGT on comprend aisément que des rapports étroits existent entre l'AIA et le mouvement syndical.

Le 6 mars 1906 la commission exécutive propose le vote d'une protestation contre les condamnations;.....

Une fois de plus Janin (secrétaire de la bourse) expose la doctrine anarcho-syndicaliste: **L'antimilitarisme doit marcher de pair avec le syndicalisme, car les faits prouvent abondamment que l'armée se dresse contre les travailleurs chaque fois que ceux ci revendiquent un peu plus de bien être; un bon syndicaliste doit forcément être antimilitariste.** (J. Ch. les page 171 et suivantes)

L'historien communiste est très embêté car si le mouvement syndical à Besançon est indiscutablement anarchiste et antimilitariste, il est bien difficile de lui coller les stéréotypes que le parti communiste développe depuis 50 sur le mouvement libertaire.

Les libertaires s'emparent de la direction fédérale?

On ne peut pas dire que c'est le résultat d'un noyautage par une secte minoritaire.

«Les anarchistes ne sont pas du tout une coterie d'intriguants sans appuis réels.....ils ont conquis la plupart des syndicats avant même de renverser l'équipe réformiste» (page 132). Les premières mesures des nouveaux «dirigeants» consistent par ailleurs à réformer les statuts en donnant à chaque syndicat une grande indépendance.

Les anarchistes partisans des minorités agissantes?

Leur arrivée à la direction du syndicat se traduit par un triplement de l'implantation syndicale.

«Alors qu'en 1905 elle compte 14 syndicats dont 10 sont signalés comme ayant un fonctionnement mauvais ou inexistant, elle en groupe 28 en mars 1908. Le nombre des adhérents passe d'environ 850-900 à 1.350 en avril 1907 puis 2.500 début juillet 1907» (page 138)

«Des syndicats sont créés dans des corporations jusque là réfractaires à l'organisation: en 1905 apparaissent des associations ouvrières chez les métallurgistes de Moncey. En

1906 le mouvement s'emplifie: les papetiers, les mécaniciens chauffeurs, les carriers, les employés de commerce, les ouvriers de l'équipement militaire.....ces organisations nouvellement formées présentent plusieurs caractéristiques intéressantes, tout d'abord elles ne sont plus limitées à Besançon mais pénètrent dans les localités industrielles des alentours et même dans le Haut Doubs.....une deuxième caractéristique est la puissance des organisations créées. Le syndicat de Morteau groupe 250 horlogers, celui de Villers-le-lac 200» (137-138)

Et Jean Charles de conclure avec étonnement «ce n'est pas le moindre paradoxe de la fédérations que cette théorie et cette pratique des minorités conscientes cohabitent avec la conception d'un syndicalisme de masse, reconnu comme seul efficace»(page 166).

Les anarchistes liés à l'artisanat et à la petite industrie, pré-capitalistes?

«A Besançon même, fait nouveau, le syndicalisme pénètre dans les grandes entreprises. En février 1907 le syndicat est créé aux papeteries des prés-de-vaux avec 150 adhérents; en mars il regroupe 300 membres. Le syndicat des horlogers s'implante à la maison Lip: le 11 juillet il groupe 330 ouvriers. En juin de la même année, les prolétaires des soieries se groupent et adhèrent à la fédération ouvrière: le 18 juin ils déclarent 600 adhérents»(138).

Et Jean Charles ne peut pas s'empêcher de redire une nouvelle fois: «Ce n'est pas le moindre paradoxe de cette période: les anarchistes champions des minorités agissantes, sont à Besançon, les créateurs d'un syndicalisme de masse»
«C'est grâce à l'action des libertaires que le syndicalisme s'est implanté dans les grandes usines de la ville et ces corporations se montrent d'emblée les plus combattives»(166).

Les anarchistes idéologues extrémistes se désintéressant des luttes immédiates?

Là encore l'auteur, après avoir rappelé, rituellement, que pour les anarchistes nulle amélioration de la condition ouvrière n'est possible (lieu commun habituel) est obligé de constater: «au contraire, les syndicalistes révolutionnaires bisonnins, en raison du terrain sur lequel ils luttent et des actions qu'ils sont amenés à diriger, croient à la possibilité d'arracher certaines améliorations à la bourgeoisie et étudient attentivement toutes les revendications immédiates. Nous avons déjà souligné le soin avec lequel, avant chaque grève, les militants ouvriers examinent les doléances de leurs camarades; cette pratique se développe encore avec l'arrivée des libertaires à la tête de la fédération»(163)

Arrêtons nous là, en conseillant la lecture de ce petit livre qui est tout à fait d'actualité. Mais au fait est-ce que ce livre, paru en 1962, est toujours disponible? C'est une question à aller poser dans les librairies du parti communiste.

GUERRE A LA GUERRE

AFFICHE DE LA CGT PLACARDEE SUR LES MURS DE BESANCON EN JANVIER 1906, au moment de la grave tension entre la France et l'Allemagne à propos du Maroc.

TRAVAILLEURS

Demain peut être nous serons en face d'un fait accompli: LA GUERRE DECLAREE!

Depuis cinq ans, un parti colonial français dont Delcassé fut l'homme lige prépare la conquête du Maroc. Capitalistes et officiers poussent à l'invasion de ce pays. Les uns pour tripoter et s'enrichir, les autres pour ramasser dans le sang galons et lauriers.

L'Allemagne capitaliste et militariste désireuse d'avoir, elle aussi, sa part du butin s'est interposée. Les gouvernants allemands et français, fidèles serviteurs des intérêts capitalistes seuls en cause ont élevé ces querelles agioteurs à l'état de conflit aigu.

Pour assouvir les appétits illimités de cette coalition d'intérêts, les dirigeants des deux pays sont prêts à lancer les uns contre les autres les masses ouvrières d'Allemagne et de France.

La presse sait ces choses....et elle se tait.

Pourquoi? C'est qu'on veut mettre le peuple dans l'obligation de marcher, prétextant d'HONNEUR NATIONAL, de guerre inévitable, parce que défensive.

Et de la conférence d'Algésiras qu'on nous présente comme devant solutionner pacifiquement le conflit, peut sortir la guerre.

Or LE PEUPLE NE VEUT PAS LA GUERRE! S'il était appelé à se prononcer, unanimement il affirmerait sa volonté de paix.

La classe ouvrière n'a aucun intérêt à la guerre. Elle seule en fait tous les frais, payant de son travail et de son sang! C'est donc à elle qu'incombe de dire bien haut QU'ELLE VEUT LA PAIX A TOUT PRIX!

TRAVAILLEURS!

Ainsi que nous, autant que nous, nos frères les travailleurs d'Allemagne veulent la paix. Comme nous ils ont horreur des tueries. Comme nous ils savent qu'une guerre en satisfaisant les intérêts capitalistes est préjudiciable à la cause de l'émancipation ouvrière.

Donc par notre action commune et simultanée, forçons nos gouvernements respectifs à tenir compte de notre volonté:

Nous voulons la paix! refusons nous à faire la guerre!

LE COMITE CONFEDERAL.

* * * * *

TEXTE DE PRESENTATION DES «AMIS DE LA TERRE»

groupe de Lyon,

Aucune fatalité ne pousse à entasser les hommes, détruire les ressources, accumuler les pollutions. Présents dans 15 pays, les amis de la terre refusent l'engrenage d'une croissance qui s'effectue au détriment de la majorité des populations, de la nature et de toutes les espèces vivant sur terre. Ils informent, ils proposent des alternatives, ils organisent des luttes.

Les amis de la terre forment une association qu'on appelle écologique car leur action traduit dans la vie quotidienne et sur les terrains économique, social, politique les observations et les avertissements de l'Ecologie, science qui étudie les rapports des êtres vivants entre eux et avec leur milieu naturel. Depuis trente ans, l'Ecologie constate une dégradation rapide de ces rapports. Depuis 1970, les amis de la terre s'efforcent, avec d'autres, de lutter contre la détérioration de l'environnement, pour la protection de toutes les espèces menacées, parmi lesquelles.....l'espèce humaine.

C'est un combat politique, bien qu'il se situe au delà des manœuvres de partis ou des programmes de politiciens. Car les amis de la terre savent qu'il faut construire une société différente pour répondre aux besoins et aux désirs

des hommes sans porter atteinte à d'autres hommes ni aux liens qui les unissent au monde vivant ou inanimé. Dans ce combat, les amis de la terre ont des alliés qui luttent contre les mêmes adversaires, contre le pillage du tiers-monde, contre un système mondial dominé par des firmes géantes et des technocrates puissants, des Etats de plus en plus centralisés, une idéologie de la production à tout prix, et la transformation de toute chose en marchandise.

Sur le plan de l'énergie, l'analyse de la crise écologique-pollution, gaspillage des ressources, épuisement des sols et des mers, urbanisation forcée...- montre que les conversions inconsidérées d'énergie en sont largement responsables: comment polluer, défolier, bétonner, multiplier les transports forcés, jeter sans recycler si l'on n'a pas d'énergie à gogo? Les énergies stockées (pétrole, charbon, gaz uranium) ne sont pas éternelles. Au contraire des stocks de ressources minières, elles ne sont pas recyclables. Il est donc nécessaire d'entamer le passage aux ressources éternelles d'énergie (solaire et dérivées, principalement). Plus on tardera, plus ce passage sera difficile. Poursuivre l'impasse pétrolière par l'impasse nucléaire est une politique absurde.

Les amis de la terre ne sont pas «contre le progrès». Ils sont pour un progrès différent de celui proposé par les sociétés industrielles actuelles. La bicyclette a un meilleur rendement énergétique que l'automobile et peut être utilisées par l'ensemble de la population du globe; le progrès n'est pas que quelques uns aillent plus vite au détriment de la majorité des autres. L'agriculture biologique a un meilleur rendement énergétique que l'agriculture «chimique»; le progrès n'est pas que nos concitoyens mangent encore plus de bifteck alors que l'ensemble du monde manque de protéines. Ce progrès ne s'oppose pas à la science mais attend d'elle d'autres inventions, au service de la captation des énergies douces par exemple (solaire et dérivées)

Les amis de la terre voient enfin l'écologie sous un jour antiautoritaire et autogestionnaire. Une dictature «écologique» leur ferait horreur. Or les techniques et les institutions disponibles ne sont pas toutes compatibles avec une

société écologique autogérée; elles ne sont pas socialement neutres; cependant le choix de «nos» dirigeants est un choix de société fait sous le couvert de critères techniques d'ailleurs tout à fait contestables. C'est le choix-largement irréversible-d'une société très centralisée, très concentrée, très hiérarchisée; d'une société qui multiplie les contrôles et les gardes; d'une société «pleine de flics» (mot de Louis Puiseux, économiste du Service d'Etudes Economiques Générales de L'EDF); d'une société «exploitée de façon quasi-militaire» (Jean Claude Leny, directeur général de Framatome)

Les amis de la terre estiment que c'est à la population de prendre ses affaires en mains et de décider de son avenir. C'est pourquoi ils n'ont pas constitué une association centralisée mais un réseau de groupes autonomes, animés par des bénévoles: groupes locaux, et groupes de travail sur des sujets variés qui fonctionnent en quelque sorte comme des agences de services. L'autogestion ne se partage pas; elle sera conquise sur le terrain et non octroyée par des états majors.

Les amis de la terre sont plusieurs milliers en France. A leur actif: les cortèges à bicyclette, les violiers à Mururoa, la campagne de 1973 pour un moratoire nucléaire, des manifestations contre la voie express sur les berges de la Seine, l'initiative et une large part de la campagne présidentielle de René Dumont, le projet Jonah pour la sauvegarde des baleines, la campagne contre le projet de Pechiney tendant à ouvrir une usine de fluorine à ciel ouvert dans le site classé de Pierre Pertuis en Morvan, la lutte contre les arrosages de défoliants sur les forêts de Bourgogne, la semaine antinucléaire d'avril 75 etc.... Il faut y ajouter jouter des dizaines de documents, d'articles, de dossiers, d'affiches, de plusieurs livres, ainsi que des participations enthousiastes à de nombreuses actions lancées par des organisations amies, en France et ailleurs. Les amis de la terre ont besoin de vous pour continuer.

(Les amis de la terre ne nous ont pas communiqué leurs heures de permanence, mais si des lecteurs veulent les contacter ils peuvent nous écrire et on transmettra.)

IL Y A DES JOURS COMME CA.....

Il y a des jours comme ça où la réalité bascule. On vivait tranquille, dans son petit coin: un bon métier, une bonne famille, un âge qui s'achemine doucement vers le respectable. On restait libertaire, parce qu'on a des idées, et un vague sentiment d'insatisfaction.

Et puis brusquement, tout paraît prendre une signification différente. Des copains qu'on arrête parce qu'ils pensaient des choses sur l'Etat, l'armée, et ça aurait pu être soi, parce qu'on pense des choses du même genre.

Un type là sur le trottoir, qui demande quelque chose et on ne comprend pas trop quoi, et on ne cherche pas à approfondir parce que.....parce que quoi au fait? Un titre de libé: «il se masturbait derrière une palissade, trois mois de prison ferme». Et on réalise, l'intolérable que l'on tolère si bien, l'insupportable supporté quotidiennement.

Et la société apparaît alors, tellement proche qu'on ne la voyait pas. Un flic à chaque coin de rue et quand il n'y en a pas c'est que ce n'est plus la peine, chaque passant en est devenu un. Des rapports faux au boulot parce que chacun s'est identifié à un rôle et, pour survivre, fait semblant de prendre intérêt à ce qu'il fait. Des rapports faussés avec ceux que l'on aime parce que, là aussi, la peur et le poids des habitudes se sont infiltrés; et puis on se souvient de ces inconnus que l'on a croisés, qui vous ont souri ou à qui on a souri, et c'est tout.

Et derrière ce sourire, il y a la certitude que quelque chose aurait pu être échangé, que notre révolte n'est pas isolée, que tout cela n'est pas dit, parce que refoulé par le laminage de l'Etat et du pouvoir. On se prend à imaginer 50.000 manifestants qui, au lieu de défilers, diraient tout haut ce qu'ils n'osent pas penser de l'armée,

qui iraient se masturber tous ensemble derrière une grande palissade, que sais je encore.

Au lieu de quoi on ne trouve que des troupes qui suivent ceux qui aspirent à être chefs, des syndicats qui n'ont plus d'autres objectifs que de donner l'illusion qu'ils peuvent aménager notre survie. De sordides magouillages entre organisations qui ne cherchent qu'à assurer leur puissance. Et les révolutionnaires purs et durs? Eux ils veulent une «armée populaire» et merde!

Je suis anarchiste parce que cette révolte je la partage avec ceux, inconnus que j'ai croisés quelque fois et dont le regard disait clairement qu'il y avait autre chose de possible. Je suis anarchiste, non parce que je fomenté quelque part dans l'ombre, un obscur complot contre la sécurité de l'Etat, mais parce que je sais que si les hommes pouvaient penser librement, celui ci serait effectivement en danger. Parce que l'armée, la police, le pouvoir, extérieur ou intérieur n'ont d'autre but que d'empêcher l'expression de tout ce refoulé qui permettrait seul de construire autre chose.

Je suis anarchiste parce que je sais qu'il n'y a pas d'autres solutions, c'est ça, c'est à dire une rupture avec ce qui est subi actuellement et la possibilité de vivre autre chose dans la vie quotidienne et le travail (la séparation radicale entre les deux étant abolie), ou c'est l'évolution d'une société qui risque de sombrer dans la catastrophe, une société folle qui fonctionne en fonction de lois abstraites, n'ayant plus rien à voir avec ce qu'elles prétendent régenter.

PORTUGAL

Il est bien difficile de savoir ce qui se passe vraiment au Portugal, c'est à dire ce qui nous intéresse: la lutte des ouvriers et des paysans, la manière dont ils essaient de s'organiser pour imposer une société nouvelle. La presse, la radio, les journaux ne nous parlent que de ce qui se passe «en haut» sur la scène de l'Etat, de la politique, dans l'armée, dans les organisations qui briguent toutes la conquête du pouvoir.

C'est vrai que c'est très important de savoir si l'armée suivra les partis de droite, les «modérés» ou si elle se laissera noyauter par le parti communiste ou les gauchistes. C'est bien là en effet que risque de se jouer la forme du pouvoir qui pésera demain sur les ouvriers, les employés et les paysans. Mais nous justement, ce qui nous intéresserait de savoir c'est ce que font les ouvriers, les employés et les paysans pour empêcher la reconstitution d'un pouvoir quel qu'il soit, pour imposer leurs propres initiatives, leur propre direction au fonctionnement de la société. De ce point de vue les journalistes, même ceux qui écrivent dans les journaux de gauche, ne risquent pas de nous informer.

Pour eux, la période où l'Etat portugais s'est décomposé n'a été qu'une période d'«impuissance», de «pagaie», d'absence d'autorité, une période d'attente où chacun essayait de savoir qui rétablirait l'autorité, l'ordre, bref l'Etat. Les journaux de droite espéraient un Etat de droite, les journaux de gauche un Etat de gauche (si possible de sa couleur) mais aucun apparemment (à l'exception de «Libération») n'attendait la prise de pouvoir des ouvriers et des paysans eux mêmes, et aucun ne se donnait vraiment la peine d'aller voir ce qui se passait dans les usines, dans les fermes dans les quartiers, sinon sous la forme d'une enquête exotique sur les bizarreries des périodes révolutionnaires. On sait tout des états d'âme de Carvalho ou de Suarez mais rien des liaisons entre usines, des difficultés des ouvriers à s'unir et à imposer leur propre manière de voir les choses dans le fonctionnement de la société.

Au moment où ceci est écrit (début décembre) la droite semble avoir marqué des points et le couvercle de l'information, des idées officielles risque bien de se refermer sur le peuple portugais. Nous ne saurons sans doute rien de plus et pourtant, nous aurions un urgent besoin de savoir ce qui se passe, pour ne pas refaire les mêmes erreurs et pour nous préparer dès maintenant aux luttes qui nous attendent. Le texte qui suit ne prétend pas faire l'analyse de ce qui se passe et s'est passé au Portugal mais seulement fournir un élément de discussion.

ooo000oo

Dans des conditions extrêmement différentes, la lutte des ouvriers portugais confirme ce que l'on sentait confusement en France, en Italie et en Espagne: le parti communiste ne domine plus hégémoniquement le mouvement révolutionnaire.

Un courant ouvrier très important n'accepte plus de suivre aveuglément un parti qui brigue la seule conquête du pouvoir d'Etat. Si une crise éclate demain en Espagne, en Italie ou en France nous savons qu'un grand nombre d'ouvriers, au lieu de servir de masse de manoeuvre au parti communiste, s'efforceront d'imposer, eux mêmes, directement une organisation nouvelle des usines, des services publics, des quartiers, des villes. Ceci, pour nous qui refusons le socialisme d'Etat, est quelque chose de très important. Le socialisme autoritaire, la mise en place d'un pouvoir de gau-

che autoritaire, n'est plus la seule perspective qui s'ouvre à ceux qui veulent détruire le capitalisme. La construction d'un socialisme libertaire, autogestionnaire, par en bas, est également possible.

Ceci est d'autant plus vrai que chez nous, en France, il existe un syndicat important qui se fixe justement pour objectif l'autogestion. Il y a sûrement beaucoup à dire sur la CFDT, sur sa conception de l'autogestion. Croire qu'on peut concilier la prise en main directe de l'économie et de

la vie sociale par le peuple avec l'existence d'un pouvoir d'Etat c'est prétendre marier l'eau et le feu. C'est rêver d'une autogestion idéale. C'est ne pas voir les conditions concrètes d'une révolution sociale et la lutte acharnée que provoque la remise en cause, même modeste, même progressive des classes dominantes, de la hiérarchie, du conformisme. Mais là n'est pas le plus grand danger, ou plutôt la difficulté d'une organisation comme la CFDT à envisager concrètement les problèmes de la transition vers le socialisme et les moyens de les résoudre, favorise un autre danger beaucoup plus important et qui a sûrement été en grande partie la cause du recul actuel du mouvement révolutionnaire portugais: **La prolifération des groupuscules d'extrême gauche.**

oo00oo

Si en France il existe une organisation comme la CFDT, au Portugal, le lendemain du 25 avril, il n'y avait pas de grande organisation ouvrière de masse. Après cinquante

ans de dictature le mouvement ouvrier portugais s'est retrouvé sans organisation et sans projet social. La répression fasciste avait permis le maintien ou la création de petits groupes clandestins, elle n'avait pas permis l'existence d'un mouvement de masse capable d'apprendre, par lui-même, la lutte contre l'ordre existant et les moyens de l'emporter dans cette lutte.

Du jour au lendemain le peuple portugais a eu la possibilité d'agir, mais ce n'est pas en quelques mois que peuvent se forger l'organisation et le projet social capables de donner la victoire.

De ce que nous savons il semble bien que les organismes que se sont donnés les ouvriers (commissions d'usine, comités de quartiers...) ont tout de suite été noyautés, divisés par les groupes politiques nés de la clandestinité, qui, tous, à l'image du P.C.P. aspirent à grossir leurs rangs et à s'emparer du pouvoir au dépend de leurs «rivaux en révolution».

La prolifération des groupuscules qui se sont déchirés pour savoir qui dirigerait la révolution a quelque chose d'effrayant. En dehors du P.C.P. il faut compter au moins 15 organisations prétendant définir la juste ligne politique conduisant au socialisme:

— » 3 organisations socialistes révolutionnaires: le MES; la LUAR; le PRP-BE.

— » 4 organisations marxistes-léninistes trotskystes: La LCI; le PRT; le CLMP; la LCPR.

— » 8 organisations marxistes léninistes maoïstes: le MRPP; le PCP(ML); le CARP (ML); l'OCMLP; le CCR (ML); l'UR (ML); l'UDP; le VTPM.

Quand on considère l'avalanche des sigles et quand on sait que les 12 organisations marxistes léninistes prétendent toutes détenir la seule ligne «prolétarienne» et considèrent chacune des 11 autres comme «révisionnistes», «opportuniste» ou «contre-révolutionnaire» on ne sait pas s'il faut en rire ou en pleurer, car ce sont ces organisations qui en se déchirant, en se disputant les militants, en se constituant des fiefs d'usine, de quartier, contribuent à empêcher le mouvement ouvrier et révolutionnaire portugais de se donner une grande organisation autonome, capable d'im-

poser directement son contrôle sur la société au lieu de servir de masse de manoeuvre à des petites féodalités plus ou moins suicidaires.

Entre parenthèses cette situation du mouvement révolutionnaire portugais ne s'explique pas seulement par 50 ans de dictature. Comme le montre bien Julio sanz Oller on retrouve la même chose en Espagne où pourtant le mouvement ouvrier a pu mener des luttes et se donner des moyens d'action et de réflexion importants; on retrouve cette prolifération de sectes qui, à côté du parti communiste, s'efforcent de contrôler l'action ouvrière. (Une enquête de «Libération» du 7 janvier sur la Grèce, signale, pour la seule ville d'Athènes, l'existence de pas moins de 59 organisations d'extrême gauche, dont 7 partis trotskystes!...) Et puis il nous suffit de regarder ce qui se passe en France et en Italie où le mouvement ouvrier lutte au grand jour. Si une organisation de masse comme la CFDT a pu se développer en exprimant très souvent l'action des travailleurs, elle court sans cesse le risque de perdre son autonomie de pensée et d'action, au profit du PS sans doute, mais aussi sous l'effet parasitaire des multiples groupes qui s'efforcent de la noyauter et de l'utiliser pour leur propre reproduction.

oo00oo

Le développement au Portugal d'un courant révolutionnaire s'efforçant d'imposer à la base, une véritable transformation des rapports sociaux ne se heurte pas seulement à une prolifération de groupuscules politiques; il se heurte également à l'hégémonie que le P.C.P. exerce sur une large partie de la classe ouvrière et sur le mouvement paysan. La petite taille des groupes politiques d'extrême gauche oblige d'une certaine façon ces groupes à coller de très près aux aspirations et aux initiatives de la base. Aucun d'entre eux n'est assez puissant pour mettre en oeuvre une stratégie de prise du pouvoir central. Les secteurs sociaux qu'ils contrôlent sont trop restreints et les militants qu'ils organisent trop peu nombreux.. Sur la scène politique générale ils doivent se contenter de constituer des fronts hétéroclites comme la FUR. Leur premier objectif est de se renforcer, d'augmenter leur puissance, de recruter de nouveaux militants, de contrôler de nouveaux secteurs sociaux. Or pour cela il leur faut suivre les secteurs ouvriers et paysans qui, par leur pratique, échappent au contrôle du P.C.P. En concurrence les uns par rapport aux autres les groupes d'extrême gauche doivent inlassablement proposer leurs services aux luttes ouvrières et paysannes, précéder ces luttes mêmes pour y imposer leurs militants et leur encadrement politique. La contradiction entre des groupes marxistes léninistes idéologiquement très proches du P.C.P. aspirant comme lui à la prise du pouvoir mais soutenant pourtant résolument l'action directe des travailleurs s'explique ainsi par la taille réduite de ces groupes, par leur faiblesse bureaucratique.

Le P.C.P. n'a pas les mêmes problèmes. En contrôlant de larges secteurs ouvriers et paysans, en regroupant suffisamment de militants dans tous les secteurs sociaux et en particulier dans les appareils d'Etat, il peut s'efforcer de mettre en oeuvre une stratégie de prise du pouvoir central. Pour cela, il lui faut contrôler l'action des travailleurs, c'est à dire d'une part la soutenir suffisamment pour pouvoir négocier en position de force le contrôle de l'Etat; d'autre part la contenir assez pour qu'elle ne se constitue pas en force sociale indépendante. La position du P.C.P. n'est pas facile, il est sans cesse menacé de se laisser déborder socialement sur sa gauche et de laisser ainsi les groupuscules se constituer des fiefs dans de nombreux secteurs: mais il compense largement ce retrait par sa puissance générale, par la taille de son appareil, et par les possibilités de contrôle social qu'il lui donne. D'une certaine façon, d'ailleurs, la prolifération des petits groupes bureaucratiques d'extrême gauche sert les in-

térêts du P.C.P. dans la mesure où elle empêche la constitution d'une organisation révolutionnaire de masse qui seule pourrait s'opposer à lui. Et puis les groupuscules se situent sur son terrain: le contrôle bureaucratique, et il peut s'articuler à eux, en situation de force, par le biais de fronts politiques du type F.U.R.

Tout ceci ne veut pas dire que le P.C.P. se contente d'encadrer de façon extérieure le mouvement ouvrier en laissant les groupuscules le relayer dans les luttes directes à la base. Il agit également dans ces luttes, mais en s'efforçant de leur garder un caractère purement revendicatif, catégoriel, compo-

ratistes, dans certains secteurs ouvriers par exemple, mais aussi sur les différentes institutions chargées d'encadrer les salariés dans le cadre du régime fasciste, en particulier les syndicats fascistes verticaux.

Sous le fascisme, à un moment où les luttes ouvrières ne pouvaient s'exprimer qu'au travers de revendications étroitement immédiates, le P.C.P. a réussi à noyauter les syndicats verticaux. Après le 25 avril il s'est bien gardé de détruire ces structures verticales fascistes. Les ouvriers portugais n'ont pas comme nous en France des sections d'entreprise, des unions locales, des unions départementales. Les travailleurs n'ont aucun contrôle sur les structures syndicales qui, d'une part sont en dehors des entreprises --ils ne peuvent pas contrôler le syndicat à la base--, d'autre part sont strictement verticales, --ils ne peuvent pas unifier leurs luttes entre les différentes branches professionnelles--. Les ouvriers se retrouvent purement et simplement sans organisations. Il leur faut constituer, à partir de rien, des commissions d'usines, des comités de quartier qui, outre le P.C.P. doivent subir la concurrence des multiples groupuscules qui essaient de contrôler chaque usine, chaque comité de locataires.

Par le biais de la structure syndicale verticale, conçue par le fascisme pour désarmer la classe ouvrière, le P.C.P. peut manipuler un grand nombre de luttes.

Pour ne donner qu'un exemple lorsque les ouvriers des boulangeries industrielles entreprennent de remettre en cause leurs conditions de travail, la structure syndicale verticale contrôlée par le P.C.P. apporte aussitôt son soutien et entreprend d'organiser la lutte.....sur les revendications immédiates des ouvriers boulangers, sans leur permettre de contacter les autres ouvriers ou les usagers, et de se concerter avec eux.

Résultat: les ouvriers boulangers obtiennent satisfaction, ils cessent de travailler la nuit car le syndicat vertical, contrôlé par le P.C.P., n'a aucune peine à être entendu de l'Etat lui aussi en partie contrôlé par le même P.C.P. (la grève a eu lieu sous le gouvernement Gonçalves.) Mais les ouvriers des autres branches se retrouvent du jour au lendemain, sans explications, avec du pain rassis le matin, les ouvriers des services de distribution voient leurs conditions de travail complètement désorganisées sans qu'à aucun moment il y ait eu discussion entre tous les intéressés, non par les seules revendications immédiates mais par une réorganisation du travail répondant du mieux possible aux besoins de tous.

Dans l'opération le P.C.P. fait d'une pierre deux coups, il désamorce tout développement d'une transformation sociale mise en oeuvre directement par les ouvriers eux-mêmes, il se constitue une «clientèle» politique pour sa stratégie à l'échelon de l'Etat.

Les deux points sont liés en effet. L'absence d'un mouvement révolutionnaire de masse contestant directement l'organisation sociale et économique existante et mettant en place une autre organisation économique et sociale de type autogestionnaire permet au P.C.P. d'exister puisqu'il devient le relai politique indispensable des revendications ouvrières, sur la scène d'un Etat dont dépend toutes les décisions.

Les partis communistes ont toujours justifié leur existence en disant que les ouvriers ne peuvent pas sortir des revendications économiques, catégorielles, «trade-unionistes» comme dit Lénine. Pour eux sans relai politique les ouvriers ne peuvent pas construire le socialisme. Mais on peut retourner le problème. Si les ouvriers et plus généralement les forces sociales qui veulent détruire le capitalisme n'étaient pas réduites à des luttes purement catégorielles, si elles pouvaient s'unir en un vaste mouvement révolutionnaire luttant en même temps pour la destruction d'ordre capitaliste et en même temps pour la construction d'une société autogérée il n'y aurait plus besoin de partis politiques briguant l'exercice du pouvoir d'Etat. Mais on voit bien ce qu'auraient à perdre des partis qui en URSS, dans les pays de l'est et ailleurs continuent de décider et de diriger au nom d'une classe ouvrière qui n'a qu'un droit celui d'obéir à l'Etat prolétarien et de suivre la ligne du parti.

Au Portugal comme en France le parti communiste n'a aucun intérêt à ce que se développe un mouvement social s'efforçant de mettre en place une société sans classes dominantes, autogérée. Il n'a aucun intérêt à ce que les travailleurs et tous ceux qui veulent changer la société unissent leurs luttes directement, sans intermédiaires, discutent de leurs différents problèmes et envisagent les moyens de les résoudre. Le parti, et avec lui toutes les caricatures de partis qui prétendent apporter le bonheur au peuple, n'auraient plus de raisons d'être. Il leur faut au contraire s'opposer à toute unification autonome des luttes des travailleurs, diviser ces luttes, les rendre impuissantes pour pouvoir jouer leur rôle dirigeant. Pour le parti communiste comme pour tous ceux qui veulent résoudre les problèmes de la société par le pouvoir politique et par l'Etat (que bien sûr ils dirigeront) les aspirations au socialisme des masses doivent être émiétées, réduites à leur expression la plus étroitement égoïstes pour que le parti puisse se nourrir de ces revendications et briguer, à partir d'elles, l'exercice du pouvoir.



LES MONUMENTS

C'est traditionnel maintenant. Tous les 11 novembre on peut lire dans les journaux régionaux, à côté des meurtres de grands-mères, la liste des monuments aux morts « profanés ». Un souffle venu du fond des âges parcourt alors l'ensemble des populations: « ils ont osé toucher à nos morts ». « ils » se sont bien sûr ces divers « anarchistes » qui, heureusement pour eux, restent suffisamment discrets pour échapper aux conséquences des réflexes sacrés et dévastateurs qu'ils ont ainsi provoqué.

Le sacré qu'il soit religieux ou laïc a toujours entraîné sa « profanation ». On pille un magasin, on sabote une voie ferrée, mais on « profane » une église, on « profane » une tombe, on « profane » un monument aux morts. Quelque chose de sacré qui n'est pas profané ne reste pas longtemps sacré. Les monuments aux morts ont besoin d'être profanés de temps en temps, sinon ils deviendraient ce qu'ils sont: des assemblages de pierre et de fer devant lesquels on passe sans plus les remarquer.

Le culte catholique du début du siècle avait besoin des messes noires pour garder son mystère et son pouvoir de fascination, la cérémonie laïque du 11 novembre a besoin des « profanateurs anarchistes » pour ranimer la flamme patriotique qui sommeille dans chaque français. Sans eux le 11 novembre risquerait bien de n'être plus qu'un jour férié comme les autres.

Que des gens continuent de jouer leur rôle dans le psychodrame national c'est un peu dommage. Qu'ils se croient obligés de masquer leurs transgressions du manteau de l'anarchisme et de la lutte révolutionnaire c'est plus embêtant: pour ceux qui souhaitent transformer la société bien entendu.

Ce n'est pas en faisant des graffitis sur les poils de 14-18 que l'on montrera aux gens l'absurdité d'une tuerie qui a fait des millions de morts. Bien au contraire c'est le meilleur moyen de les enfoncer dans la mystification symbolisée par les monuments aux morts. Croire que le 11 novembre est un bon moment pour attaquer la guerre et l'armée c'est se foutre le doigt dans l'oeil. Ce ne sont pas les insoumis de Valence, obligés de se faire protéger par les flics pour échapper à la colère de la population qui me contrediront.

Pour ma part je n'ai jamais rencontré un vieux de 14-18 ou un moins vieux ayant fait l'Indochine ou l'Algérie par exemple, qui n'explique pas lui-même la connerie de la guerre et de l'armée. Sur le terrain des rapports de tous les jours, dans le boulot, l'amitié, les loisirs, la guerre et l'armée apparaissent pour ce qu'elles sont: de la boue et du sang. C'est sur le terrain du sacré et des symboles que l'armée, le nationalisme, le chauvinisme peuvent faire marcher les gens, les manipuler avec leur consentement. S'en prendre aux monuments aux morts, y peindre le symbole du A cerclé c'est se placer entièrement sur le terrain des symboles, c'est renforcer ce contre quoi nous nous battons. C'est être, nous aussi, mystifiés et manipulés.

Il reste que l'idée de dénoncer la guerre est une bonne idée; on ne redira jamais assez en quoi le 11 novembre célèbre la fin d'un massacre où les gens sont morts pour que vivent les Etats et le capital. Mais c'est justement doublement absurde d'aller s'en prendre, un jour de 11 novembre, aux monuments aux morts de la résistance. Ces monuments ne sont pas en eux-mêmes différents des autres, ils sont tout aussi mystificateurs; ils enterreront une seconde fois sous leurs fleurs et leurs couronnes la révolte et la lutte pour la liberté de ceux qui sont morts contre le fascisme et le nazisme. Mais à ceux qui, comme à Lyon sur le monument aux morts de la place Bellecour, viennent dire que les résistants « sont morts pour le capital », qu'entre leur révolte et la guerre de 14-18 il n'y a pas de différence, on peut tout juste trouver l'excuse de l'imbécillité. Personne ne sait jamais très bien pourquoi il meurt, il n'y a pas plus récupérable qu'un mort, mais les résistants du moins on sait contre qui et contre

quoi ils sont morts autrement qu'en venant faire de la peinture sur un bloc de ciment. (sur ce point je ne suis pas tout à fait d'accord avec le dessin si contre). En luttant contre le fascisme et le nazisme les résistants ont combattu ce que nous combattons, l'autorité et la bêtise, la militarisation de la société, la guerre et la domination de l'Etat. Leur combat, de ce point de vue, s'inscrit dans la longue lutte de tous ceux qui refusent l'oppression et dont, nous anarchistes, nous nous réclamons.

P.S. : Puisque les auteurs de l'inscription se disent « anarchistes », je leur signale que ce qu'ils ont écrit place Bellecour est aussi absurde que d'aller écrire sur la tombe de Durruti « mort pour Franco ».

oooo000oooo

D'accord dans l'ensemble avec ce qui précède. C'est vrai que ceux qui sont morts pour faits de résistance, luttent contre une forme particulièrement odieuse de pouvoir et d'autorité. « Profaner » l'homme de pierre, comme ça, ça n'a pas beaucoup d'autre signification que de vouloir choquer à tout prix.

Mais les premiers profanateurs ce sont ceux qui utilisent les cadavres des guerres passées pour préparer les prochaines. Ceux qui sont morts ont droit au moins à ce qu'on leur foute la paix.

Aujourd'hui les grandes « organisations ouvrières » se proclament patriotes et rejettent l'antimilitarisme. Même la CFDT, dans son tract appelant à la manifestation du 10 novembre...

Quand aux dirigeants communistes et socialistes ils se proclament patriotes. La patrie qu'est ce que c'est? moi je suis d'ici; j'y connais des gens, que j'aime ou auxquels je suis attachés; je suis même attaché aux lieux. Mais j'ai envie de rencontrer d'autres gens ailleurs. Dans tout ça je ne vois pas de patrie. Je ne la vois que dans cette idéologie impulsée par les Etats et le capitalisme qui a fait se jeter les pays les uns contre les autres. Et l'armée c'est ce machin qui s'est glorieusement enfui devant les tanks allemands, qui a permis à des intérêts de se maintenir en Indochine et en Algérie, avant de trouver une porte de sortie. Cette armée et cette patrie je les vomis. Je ne vomis pas pas moins une armée populaire ou révolutionnaire qui ne pourrait être que l'instrument du pouvoir de nouveaux chefs.

Alors si les méchants nous attaquent? D'abord c'est tous les jours qu'ils nous attaquent, c'est tous les jours que les patrons nous prennent une partie de notre vie, que le pouvoir nous espionne, nous contrôle, nous aliène. Et non pas seulement ceux d'ici mais ceux de partout, qui souffrent de la même aliénation. En somme de patrie il y en a peut être deux: celle de ceux qui exploitent et celle de ceux qui sont exploités, celle de ceux qui gouvernent et celle de ceux qui sont gouvernés. Encore les frontières n'en sont elles pas toujours très nettes, mais c'est une autre histoire.

La guerre entre ces deux camps, elle est incessante, et si à certains moments elle prend une allure plus violente, l'équilibre des forces se modifiant, nous saurons trouver nous-mêmes nos formes d'organisation qui, je l'espère, n'auront rien à voir avec celles de l'armée qui, de par sa structure, ne peut que défendre l'ordre établi c'est à dire le pouvoir des possédants.

Et cela les gens le sentent de plus en plus. De plus en plus les appelés comprennent que l'armée n'a d'autre fonction que de niveler pour faire des robots obéissants, prêts à s'affronter à d'autres robots ou à ceux qui refuseraient de l'être. Il n'y a pas besoin pour cela de complot gauchiste. Ceux qui pensent ou veulent faire croire que les « hommes » (comme dit Bigard) ont besoin d'être manipulés et agités pour agir dévoilent ainsi clairement qu'eux-mêmes n'envisagent pas autrement leurs relations avec les « masses » que sous forme de manipulation.

UNE PETITE BOITE DE CONFECTION COMME BIEN D'AUTRES...

Monsieur,

LE 22 OCTOBRE 1975

suite à l'entretien que vous avez eu avec Madamele 20 courant, nous vous confirmons que nous ne pouvons pas continuer à vous employer pour les motifs qui vous ont été exposés, à savoir:

- Votre théorie qui consiste à ne faire le moindre mouvement sans en avoir reçu l'ordre nous déroute.

- Votre comportement est incompatible avec la marche d'un entrepôt.

Dans une maison comme la notre, il n'est pas possible d'avoir un encadrement suffisant pour qu'un employé ne soit qu'un robot, et au contraire nous avons besoin d'un minimum d'initiatives, et de goût au travail.

.....

Avec nos regrets, nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos sincères salutations.

Je travaillais dans une boîte de confection: trois magasins répartis dans Lyon, un entrepôt de marchandises, un petit atelier fabriquant des blouses, des draps, des serviettes pour les hopitaux, des travailleuses à domicile.

Comme chauffeur livreur j'assurais la distribution des magasins et le ramassage chez les travailleuses à domicile.

Dans les magasins il y a une dizaine de vendeuses. Seul le chauffeur livreur établit un contact direct entre les magasins et l'usine (faire passer les notes, ramassage des caisses distribution de marchandises d'un magasin à l'autre...). Il n'existe donc aucun contact entre les vendeuses et les ouvrières à l'exception du jour de l'inventaire.

L'usine est divisée en trois parties: deux ateliers et un entrepôt.

Dans le premier atelier il y a quatre ouvrières et un coupeur. Les ouvrières ont déjà un certain âge (45 ans en moyenne); le coupeur est un retraité de l'armée, il travaille douze heures par jour en moyenne et il vient la plupart du temps le samedi. Il a plus de 60 ans (et je crois même qu'il dépasse les 65 ans). Il cumule deux fonctions: 1) son travail de coupeur où il fait le travail de deux personnes; 2) un travail de pointeuse; je m'explique: à la fin du mois ce monsieur, en collaboration avec la secrétaire de direction, attribue, ou non, la prime d'assiduité (5% du salaire brut). Les critères d'attribution sont le retard (car monsieur contrôle si vous arrivez à l'heure) et les absences, justifiées ou non. Pour le contrôle des retards la direction a trouvé un système qui oblige tout le personnel (atelier et entrepôt) à passer sous le regard de notre flic privé. L'entrepôt est fermé et on doit passer dans le premier atelier où le retraité a une vue parfaite. Inutile d'ajouter pour parfaire le portrait que ce monsieur est le protégé de la direction, l'enfant gâté, le chouchou du maître.

Dans le deuxième atelier il y a deux ouvrières et le brave Armand; une des deux ouvrières a plus de 50 ans, l'autre 19 ou 20 ans, dont l'une fait 10 à 12 heures par jour, samedi compris.

Armand c'est l'homme à tout faire; il balaie les bureaux, vide les poubelles le matin, s'occupe de la manutention quand on le lui demande, fait des courses avec une des voitures, répare la voiture du patron si elle démarre pas le matin; tous les soirs il attend 6 heures pour porter des colis à la poste etc.... j'allais oublier il fait aussi ce pourquoi il a été embauché: couper des draps des serviettes etc....

Tous les travaux pénibles que personne ne veut faire, Armand s'en charge. Armand la seule personne sympathique et franche de toute l'usine. Armand le passif, Armand le «bon et bête» (expression de la maison).

Lui aussi comme, comme les autres, effectue ses 10 à 11 heures de travail par jour, et il vient le samedi si on le lui

illisible.

demande. Et Armand, l'homme à tout faire, on le récompense en fin de mois par un salaire net de 1550 francs (avec heures supplémentaires et prime d'assiduité). A ce propos une anecdote à mentionner. Deux ou trois jours après mon arrivée à la boîte nous discutons salaire et ne connaissant pas la mentalité de l'entreprise je trouve normal de lui dire mon salaire d'embauche (1600 F pour 42 heures et demi, plus la prime d'assiduité) et de lui demander combien il gagne. Quand il me l'a dit je n'ai pas pu m'empêcher d'éclater de rire devant un salaire si bas vu le travail effectué.

Par la suite on est devenu copains. Il n'était peut être pas très intelligent mais c'était la seule personne à qui l'on pouvait parler franchement et je pense qu'il aimait bien discuter avec moi. Un jour en parlant il m'a raconté que pendant deux ans, ses deux premières années dans la boîte, la direction ne lui avait jamais payé ses heures supplémentaires. Lui n'osait pas demander son dû et la direction en profitait pour ne pas le payer. Enfin pour panacher ce portrait Armand est communiste. Quand il est dégoûté du travail et des gens sa seule manière de réagir c'est de répéter «Ah si mon copain Marchais était là!». Du communisme, à part le nom de Marchais, il ne connaît rien d'autres, mais c'est pour lui une consolation et une manière personnelle de se venger des patrons et des ouvriers. La vengeance est uniquement une revanche sur lui-même, sur sa passivité et sur sa bêtise. Toute l'usine rit de lui quand il brandit fièrement le nom de Marchais et ses convictions communistes.

Dans l'entrepôt nous étions deux: le magasinier et moi-même le chauffeur livreur. Le magasinier c'est le type parfait du «faux jeton» n'osant même pas me dire qu'il faisait comme tout le monde des heures supplémentaires. Toujours en rogne contre la direction et s'écrasant à la vue du patron ou de la secrétaire de direction. L'exemple parfait de l'esprit de la maison. Prendre au sérieux un travail débile, aller raconter à la direction qu'un tel a fait cela et qu'un tel n'a pas voulu faire son travail, refuser de prendre quelques initiatives de peur de se faire engueuler, faire semblant de travailler quand il n'y a plus de travail parce que dans l'usine il faut toujours être affairé; dire du mal de celui là en présence de l'autre et dire du mal de l'autre en présence de celui là etc.... Voilà l'esprit de la maison; le jour où l'on m'a averti de mon licenciement le motif était «n'a pas l'esprit de la maison». En effet je n'avais pas l'esprit de la maison. Je ne suis jamais

allé dénoncer mon voisin, quand il n'y avait pas de travail, je m'asseyais et fumais tranquillement une cigarette; comble de tout, aux heures de sortie je me tenais, à la vue de tout le monde devant l'horloge électrique pour partir à l'heure juste.

Jamais dans l'usine je n'ai prononcé d'idées révolutionnaires et parler de révolution. Je participais aux discussions habituel-

les en exprimant mon point de vue, sur le tiercé, la peine de mort (discussion à propos de l'exécution des 5 militants basques en Espagne) etc.....

Mes idées, quoique différentes parfois de celles émises ne choquaient jamais. J'étais un ouvrier anonyme et l'on m'écoutait comme un louvrier anonyme et non comme un porteur de la juste parole révolutionnaire et de l'idée anarchiste ou autre..... Seulement voilà je sortais de mon anonymat au moment où mes gestes quotidiens se différencient de ceux des autres. Mes habitudes de m'asseoir sur une chaise devant le patron ou tout autre représentant de l'autorité patronale choquait. Le fait de ne pas faire d'heures supplémentaires et comble de tout d'attendre l'heure de l'horloge pour ne pas partir une minute en retard faisait parler les ouvriers. Ils étaient jaloux, eux les écrasés, les esclaves du bon vouloir patronal et ils réagissaient en me dénonçant à la direction. Je n'ai pas été licencié parce que mon travail était mal fait ou pour toute autre raison liée directement à mon travail. La secrétaire de direction elle même l'a admise dans son bureau. J'ai été licencié car je n'avais pas l'ESPRIT DE LA MAISON et que mes gestes habituels étaient un danger pour l'ambiance de peur, pour le climat malsain créé par moi les ouvriers par la direction et avec l'aides des intéressés.

P. novembre 75.

«Le Monde» 6 décembre 1975 PLUS DE TRAVAIL POUR LES CONTESTATAIRES DE LA SAINTE CATHERINE.

Tours- Trois ouvrières d'un atelier de confection d'Yzeures-sur-creuse-(Indre et Loire) ont perdu leur emploi pour avoir refusé d'assister à la fête de la sainte Catherine, organisée par leur patron.

Comme chaque année, à la SODYCO, l'épouse du directeur avait organisé, pour la sainte Catherine, une sauterie et un buffet campagnard. Sur les vingt sept ouvrières, cinq déclinerent l'invitation, non sans verser leur obole pour l'achat du cadeau traditionnel à leur employeur. Le lundi matin, à l'embauche, le directeur convoqua une à une les «contestataires» et leur demanda de reconnaître leur «manque de délicatesse» et de s'excuser en public. Deux acceptèrent et reprirent le travail; les trois autres refusèrent. L'une de ces dernières, qui avait, au dire du directeur, donné verbalement son congé au cours de la discussion, reçut le soir même une lettre de licenciement.

Les trois ouvrières, dont deux pourront reprendre le travail «dés qu'elles auront fait des excuses» ont saisi le conseil des prud'hommes. Les autres employés de l'entreprise ont signé une lettre de soutien à leur patron.

LIBRAIRIES OU ON PEUT TROUVER IRL

Librairie d'occasion, rue St Jean
Le soleil noir, rue de Créqui
Librairie des Nouveautés, place Bellecour
Bellecour Livres, place Bellecour
Maison de la presse, rue de la république
La proue, rue Childebert

On signale, qu'un an après l'ouverture d'une librairie de livres d'occasion, rue St Jean, une autre librairie d'occasion s'est ouverte, rue des Trois Maries, spécialisée dans la bande dessinée et les disques.

On peut trouver également le journal à :
Expérience, Librairie de bandes dessinées, rue du Petit-David
La nouvelle librairie, rue Mercière
Prairial, magasins de produits écologiques, 60 rue Dauphiné

LE HUIT DÉCEMBRE

Le huit décembre, les lyonnais ont la permission de minuit. Les voitures cèdent les rues aux piétons: Pour un unique jour dans l'année, Lyon s'illumine, le décor est planté, les gens sont dans la rue et ils sont nombreux, renonçant pour un soir à la télé ou à leur lit. Les acteurs sont là, que le spectacle commence ! Oui mais voilà le hic, le spectacle ne commence pas, il n'a d'ailleurs jamais commencé.

Où sont les carnivals d'antan, les fêtes populaires ? Où sont les masques, les travestis, la musique, les danses ? Malgré les efforts de certains tout cela ne reste que très limité. Bien sûr vous pouvez me dire que 8 décembre ce n'est pas mardi gras; et alors ? De nombreux carnivals sont à la base, des fêtes religieuses et, au Mexique, la fête des morts est-elle triste ? Non. Pour moi le carnaval (ou appelons le autrement, les noms sont divers mais l'idée est la même) c'est un dévouement qui est nécessaire pendant une période limitée, une suppression de tous les tabous; chacun vide son sac, rejette le trop plein emmagasiné, se défoule, chante, danse jusqu'à l'épuisement. C'est une description simpliste mais toutes les civilisations ont connu ce genre d'expression populaire. Beaucoup ont certainement entendu parler des carnivals italiens, il y en a aussi en France, bien moins célèbres, mais tout aussi valables. Tous les pays d'Amérique latine (enfin presque), des Antilles, d'Afrique, d'Asie, etc... connaissent encore des fêtes d'expression populaire.

Mais lyonnais, vous êtes tristes, vous n'avez pas le sens de la fête, l'expression spontanée libératrice de votre identité culturelle vous fait cruellement défaut. Vous ne savez plus vivre, à peine faire encore semblant. D'ailleurs accepter sans ronchonner un cadrillage policier et répressif d'une telle intensité le montre bien; moi, j'avais envie de leur taper dessus, de les foutre dehors, je n'ai pas apprécié leur genre d'humour, ni celui des autres d'ailleurs. Je n'aime pas tellement m'amuser tout seul dans mon coin, surtout quand tant de monde vient pour cela. J'ai vainement attendu le défilé des écoles de samba, je n'ai eu droit qu'à la fanfare militaire, le comble !

Mais où sont-les fêtes d'antan ?

Vomir son alcool et ramasser ses confettis, et à l'année prochaine, jusqu'au prochain 8 décembre, 14 juillet, aux dates rouges du calendrier où le pouvoir nous offre gracieusement la rue pour nous éviter de la prendre chaque jour, où le pouvoir nous permet de sourire enfin, pour éviter qu'à force de faire la gueule, notre désir de vivre éclate en un immense éclat de rire qui le fasse trembler. L'autorité a besoin des fêtes comme elle a besoin des vacances, des week-ends, pour nous permettre de respirer, pour nous autoriser, dans un cadre qu'elle contrôle, des actes qu'elle pourra réprimer ensuite. Ah oui, le Mexique, le Brésil, l'Espagne, les veinards, ils en ont de belles fêtes ! Et de belles usines, et de beaux flics ! Et ce n'est pas sans rapports. Plus le peuple est brimé, plus il a besoin de dévouement, alors on lui organise des petites fêtes ou des petites guerres où tout est permis (ou presque) et plus il criera, plus il chantera de 8 à 12 dans tel lieu, à telle date plus il fermera sa gueule après. Mais le peuple de France qui est privé de fêtes est-il libéré ou s'apprête-t-il à faire éclater bientôt sa propre fête ? Non. Nous, on nous organise des loisirs, loisirs-TV, loisirs - campagne le dimanche, loisirs - plage au mois d'août, loisirs - travail, loisirs aliénants, loisirs comme on appelle fêtes, la raison d'être et uniquement de nous permettre de supporter la tristesse quotidienne en refoulant nos désirs jusqu'à la date prévue, la date de la fête.

Les psychologues en greve

Du 13 octobre à fin décembre, les psychologues et les orthophonistes des hospices civils de Lyon ont fait grève. Jusqu'à cette date ils étaient employés avec le statut d'attachés des hopitaux ce qui leur permettait de n'y travailler qu'à temps partiel. Un décret d'application a supprimé aux non-médecins la possibilité d'accéder à ce statut.

Il leur a été alors imposé des contrats dont les clauses étaient dérisoires: aucune sécurité d'emploi, pas d'indemnités maternité, ni maladie, pas de congés payés, aucune ancienneté, taux horaires de vacation d'environ 13 francs de l'heure, obligation de pointage...

Ce nouveau statut représentait pour la plupart des personnes intéressées, employées depuis de nombreuses années une régression importantes.

Mais psychologues et orthophonistes sont des gens bien élevés et, jusque là, bien considérés. Que soudainement on ait à leur encontre aussi peu d'égards leur a fait un choc. Ils ont voulu croire à un malentendu, qu'on pouvait s'arranger en discutant. Il n'en a rien été puisque à plusieurs reprises, le directeur a refusé de les recevoir, comme de vulgaires ouvriers. Et lorsqu'il a accepté de recevoir une délégation, le 30 octobre, les résultats de cette entrevue ont été complètement négatifs.

On ne manque pourtant pas d'arguments: les années de formation nécessaire, les besoins existants etc.... et l'impression d'une injustice flagrante, vraiment on n'a rien fait de mal. Depuis le temps qu'on se fait traiter de flics, on pensait avoir droit à au moins autant de considération qu'eux.

Un meeting a lieu le 11 novembre, ce qui n'est pas très original, mais dans le cas d'une corporation aussi passive que celle des psychologues, il peut traduire une évolution intéressante, bien qu'ambiguë. En effet parallèlement on parle, on tente de trouver des interlocuteurs compréhensifs, on croit même les avoir trouvés au ministère. Les négociations se poursuivent avec le directeur des HCL et ses sous-fifres, parsemées de péripéties diverses, d'engagements verbaux reniés ultérieurement. L'ordinateur des HCL est souvent mis en cause: par exemple, il ne sait calculer qu'en trentième ce qui ne fait que 48 semaines par an au lieu des 52 traditionnelles et rend difficile un travail partiel effectué hebdomadairement.

Parallèlement les modalités d'action se durcissent, distribution de tracts, «occupation» des locaux de l'administration des HCL, occupation timide, puisqu'on s'installe dans le hall d'entrée pendant que les négociateurs négocient. En fin de compte, fin décembre un accord intervient qui laisse cependant dans l'ombre un problème délicat, celui du pointage. Important! d'abord parce que c'est une question de principe, et aussi parce qu'un grand nombre de psychologues pour pallier aux faibles salaires ont plusieurs emplois; survivance d'un temps où ils étaient peu nombreux et bien considérés.

On croyait donc les choses tassées, à partir d'un compromis honorable, lorsque fin janvier on apprend que tous les psychologues qui n'avaient pas pointé ne seront pas payés.

Plusieurs questions peuvent se poser à partir de ce conflit
* A force de dire et de s'entendre dire qu'on était des flics on avait fini par en être convaincus. Mais qu'on nous fasse comme cela des méchancetés, ne signifierait il pas que nous représentons un danger, au moins potentiel, pour le pouvoir?

* Cette histoire a permis de démystifier un peu le psychologue. C'est quelqu'un qui a aussi des problèmes et qui ne

gagne pas plus que la moyenne (entre 2.300, au début, et 4.700 francs, en fin de carrière). Il a cependant, jusqu'à présent un mode de travail privilégié dans la mesure où il bénéficie d'une certaine liberté dans ses horaires et, jusqu'à présent ne pointe pas.. Bien évidemment, puisque la profession se prolétarise, ce privilège aussi tendra à tomber. A moins qu'on en fasse une exigence pour tous.

* Au delà des psychologues se pose le problème des classes moyennes dont la situation est pour le moins ambiguë. Par exemple si une partie des psychologues ont une difficulté réelle à gagner leur vie, si la majorité s'en sort moyennement, une minorité continue de mener un train de vie confortable, soit en cumulant beaucoup d'emploi, soit en travaillant dans des secteurs privilégiés (industrie par exemple).

* Plus un conflit social dure, moins il a de chance d'aboutir, le temps joue toujours pour les patrons. (c'est pas toujours vrai, exemple LIP: note de celle qui compose ce texte)

* On pourrait aussi se demander à quoi ça sert un psychologue, à quel type de société ça correspond.....mais on a déjà beaucoup parlé et c'est un vaste problème.

Nous avons publié une brève information sur la répression à Barcelone. Voilà quelques faits supplémentaires.

Dans un appartement situé au 117 rue d'Urgell, habité par des étudiants, on a trouvé 4 grenades à main, du phosphore rouge, du chlorate de potasse et autres ingrédients nécessaires à la fabrication d'explosifs, ainsi qu'une abondante propagande anarchiste; pour ces raisons, Ricardo Garcia Salacort, Nuria Alou Sanfelsi, Marina Pena Carulla, Ana Ferre Agell furent arrêtés.

Bien que l'on soit certain qu'ils sont anarchistes, on a pas encore pu établir leur filiation à un groupe déterminé. Poursuivant ses activités la police a pu désarticuler en Espagne et surtout en Catalogne une organisation dénommée Mouvement libertaire espagnol (M.L.E. qui regroupe la CNT, la FAI, le FIJL) et surtout les «appareils de propagande et défense» au niveau régional et national.

Les détenus de ces organisations sont: Gerardo Jacas Espagnol, Edardo Domenech Benet secrétaire général du comité régional de Catalogne et Vicente Iglesias Roméo responsable du secteur « défense et propagande » du MLE.

La police a pu également saisir un matériel complet de défense comprenant notamment 3 mitraillette Sten, 11 chargeurs et 12 kg de munitions. Environ 3 tonnes de propagande illégale fut saisie dont «tribuna libertaria», «solidaridad obrera», «Tierra y Libertad» ainsi que deux ronéoypeuses dont l'une électrique, deux machines à écrire pour faire des clichés offset, un massicot etc.....

Le matériel de propagande et les armes étaient parfaitement cachés; l'une dans une chambre fermée par une cloison avec l'électricité, les autres enterrées dans la terrasse; pour les détecter il fut nécessaire d'utiliser un détecteur de mines:

Les services de police ont permis la détention de ces éléments dangereux qui fondent leur action sur la violence, possèdent pour cela une panoplie complète d'armes et d'explosifs qui aux mains de ces fanatiques, est une menace constante pour la paix et la tranquillité des citoyens.

(Extraits de journ. aux de Barcelone.)

LES GRANDES SURFACES

Ayant besoin pour nos gamins, de matelats mousse, pour les vacances, nous nous sommes rendus à Conforama à Dardilly sachant que des matelats étaient en réclame. Après s'être renseigné à l'entrée, le vendeur nous envoya au premier étage.

Avant de nous indiquer le lieu de vente promotionnelle, le vendeur avait essayé de nous vendre d'autres matelats à prix plus élevé! bien que nous lui ayons précisé que nous désirions des matelats à 30 francs comme l'indiquait la publicité.

Enfin nous ayant indiqué le premier étage, un deuxième vendeur nous pris en mains pour nous indiquer l'endroit où se trouvait l'article en question.

A notre grand étonnement, nous sommes restés là tout seul, pendant 5 à 10 minutes, pour attendre une vendeuse; celle-ci nous demanda ce que nous avions choisi.

Il nous fallait trois matelats, le prix n'étant pas affiché à l'article on croyait de bonne foi que ces matelats étaient à trent francs, comme la publicité d'une part, et le premier vendeur d'autre part nous l'avaient indiqué: c'est donc avec surprise que la vendeuse nous indiqua que le prix étaient de cinquante francs.

Nous n'étions pas au bout de notre étonnement, lorsque arrivés pour payer, la caissière tapa en ticket de caisse: 3 matelats à soixante francs... C'est alors que la colère me monta au visage car nous avions vraiment l'impression que les prix étaient faits à la tête du client.

La brave femme n'y pouvant rien, nous assura que la vente promotionnelle était finie la veille au soir et que les nouveaux prix n'étaient pas encore affichés.

Elle nous envoya au bureau de la direction qui se trouve au rez de chaussée.

En deux enjambées je me suis retrouvé devant le guichet: là m'accoudant, j'ai crié: «mais qu'est-ce que c'est ce cinéma dans cette boutique...» L'employé, relevant lentement la tête, me regarda d'un air hagard et me demanda ce que je voulais.

Je lui fis alors part des faits et devant mon insistance, il accepta de m'accompagner au rayon où nous avions effectué nos achats; en retraversant le magasin et en voyant un couple se documenter pour se meubler, je ne pus m'empêcher de m'exclamer: «et dire qu'il y a des cons qui viennent comme nous se faire voler dans cette boutique.»

Arrivé sur place il demanda à la vendeuse ce qui s'était passé, elle lui expliqua les faits en deux mots et aussitôt il donna des ordres en conséquences.

A savoir: étiquetter l'article sur le champ et toujours faire payer au client le prix qu'on lui a indiqué même si le vendeur s'est trompé! Là dessus, nous avons pris nos trois matelats à trente francs en se jurant, mais un peu tard qu'on ne nous y reprendrait plus.

LA VIOLENCE

Il y a des événements qui donnent envie de prendre un flingue et de tirer dans le tas.

Et même si on a le courage de le faire, qu'est-ce que ça changerait?

Quelle violence faut-il exercer pour que le pouvoir baisse les bras ou recule un tant soit peu?

Actuellement les pays capitalistes ont à leur disposition une organisation policière superbement entraînée, équipée et renseignée (sans compter toutes les organisations fascistes finalement assez peu connues quand à leurs possibilités et organisations, et capables d'aller très loin dans l'action violente: assassinats politiques en Argentine et Chili, mouvements armés au Liban.....)

D'autre part l'ordre social et étatique existant est violence en soi, et il est d'autant plus pernicieux que l'arsenal juridique et réglementaire est important. Il faut donc se battre sur deux aspects de la violence: - physique-répressive directement, - répressive étatique et sociale indirectement.

Lutter sur le plan de l'ordre social demande une lutte quotidienne contre la mesquinerie du pouvoir, mais aussi contre certains partis et syndicats qui récupèrent toute tentative de la base pour l'intégrer à une stratégie politique qui elle aussi est violence faite à la volonté sincère du peuple. Les choses se compliquent.

Répondre à la violence physique par la violence physique demande que l'impact soit positif dans la population.

en France, toute violence est suspecte, ou carrément rejetée pour plusieurs causes: sensiblerie, bourrage de crâne qui consiste à dévier les motivations politiques de ces actes violents, contradiction avec des idées toutes faites, venues de la morale chrétienne, assimilation à des clichés

savamment entretenus par le pouvoir, insécurité, criminalité de «droit commun», «anarchie». C'est ce qui explique l'extermination de la bande à Baader dans l'indifférence générale (y a-t-il eu d'ailleurs une différence entre le traitement carcéral infligé à ces derniers et les tortures et camps de concentration existant dans cette même Allemagne il y a 35 ans ?).

Je me demande s'il ne faut pas envisager des actions de non-violence, ou plutôt de violence passive comme font les paysans du Larzac, et étendre cela au maximum de secteurs en poussant les gens à la désobéissance civile sur le quotidien, ce qui, si l'action est réellement collective, empêche le pouvoir d'appliquer une répression quelconque ou disons réellement efficace. Et les exemples sont nombreux: refus de payer les transports en commun, les stationnements, une certaine partie de l'impôt correspondant aux dépenses militaires et nucléaires, renvoi des livrets militaires, etc.

Cela demande une longue explication aux gens de la violence sournoise du pouvoir à travers ses pseudo-réformes, et une bonne connaissance de la juridiction qui, même si elle est pourrie, permet de faire parfois jurisprudence. Cela demande aussi que l'on explique aux gens qu'ils sont les jouets, à droite comme «à gauche», de salauds qui ne veulent pas aider le peuple à se prendre en charge réellement, et donc à abolir les classes sociales et l'État, mais qui veulent aider plus ou moins gracieusement le peuple à se faire canaliser dans la direction voulue par leur groupe élitaire et donc despotique.

Ces phrases donnent peut-être l'impression d'une mentalité besogneuse, mais ne faut-il pas rechercher l'efficacité quand on sait que l'inertie de la population prise dans son ensemble peut vite évoluer vers la réaction, ce qui pèse alors lourd dans la balance des forces sociales en jeu.

Enfin il faut réfléchir à ce qu'impliquerait personnellement et collectivement une lutte armée contre le pouvoir, et s'y préparer de façon froide.

JULIO SANZ OLLER SUITE ET FIN

Aujourd'hui nous avons l'intention d'arrêter le feuilleton « De Julio sanz Oller ouvrier à Barcelone », traduction du livre édité par Rude Iberico (6 rue de Latran Paris 75005) sous le titre « Entre el fraude y la esperanza: las comisiones obreras de Barcelone » qui coutait 24 francs. («entre les désillusions et l'espérance: les commissions ouvrières de Barcelone »).

Le voici traduit en Français sous le titre trop résolument optimiste de militants purs et durs « L'espoir demeure: les commissions ouvrières à Barcelone » aux éditions Federop au prix de 48 francs.

Il est excessivement dommage que la préface de Julio est été «oubliée» dans cette traduction. Elle, situe pourtant Julio, et je souhaite pouvoir un jour le rencontrer car en parlant de sa vie, de son combat, de ses doutes et de la misère de l'extrême gauche et des magouilles de la gauche c'est notre vie qu'il raconte. Sans dissocier du combat pour une vie nouvelle le quotidien gris, l'espérance et les militants, ces hommes et ces femmes aliénés comme l'est la société d'aujourd'hui. Julio ne nous épargne pas, il ne s'épargne pas non plus. Mais l'espoir demeure..... dans l'ironie de son propos. Nous espérons avoir contribué à la diffusion de son livre et surtout de ses idées.

oo00oo

On peut trouver «l'espoir demeure» de J.S. Oller au Soleil noir, librairie de la CFDT.

oo00oo

Voici la préface «oubliée» dans l'édition de Federop.

**Ceci est un livre écrit par un militant des commissions ouvrières, et non par un théoricien. Tu rencontreras des déficiences, obscurités, contradictions. Ce sont les limites dans lesquelles se situe aujourd'hui la lutte ouvrière de notre pays j'essaie seulement de refléter la vision que j'ai d'elle, à travers l'expérience de 6 ans de militantisme.*

**Ce n'est pas une vision triomphaliste, encore qu'elle a confiance en la victoire finale du prolétariat. C'est une vision qui peut paraître pessimiste, négative, reflets de mes «echecs personnels et politiques».*

**Non, non ce n'est pas la vision d'un pessimiste plein d'amertume.*

**Ce livre tient à la fois de la nouvelle, du livre historique, de l'essai et du manifeste politique; sans arriver à être rien de tout cela, car je ne suis ni un faiseur de nouvelles, ni d'essais, ni un historien, ni un politicien.*

Ce qui tient au récit historique ne s'ajuste pas exactement à la réalité vécue - pour des raisons de sécurité évidentes - mais tente de refléter les problèmes qui se sont posés dans les commissions ouvrières tels que les a vécu un militant qui qui a participé aux débuts de leur existence.

**Le «partidisme», le sectarisme, les magouillages, le dirigisme je ne les ai pas inventé. Et même, je ne les connaissais pas avant 1965. Je les ai découvert peu à peu.*

** La bureaucratie non plus n'est pas née d'hier; cela ressemble à un cancer à l'intérieur du mouvement ouvrier, presque depuis sa naissance.*

Je me suis limité à comparer ses effets et n'ai pas pu me résigner à cacher son existence comme savent le faire si complaisamment les parents des cancéreux.

** Les limites et les erreurs de l'opposition, j'en souffre et j'en pâtis, même si je les dénonce avec colère, au lieu de pleurer dessus, les larmes ne feront pas tomber le mur des lamentations.*

** Tout ce que ce livre peut avoir de l'essai ou du manifeste politique - pour l'appeler pompeusement de quelques manières - n'est rien de plus que l'exposition de quelques conclusions...imprécises, pauvre fruit de ces années plus fécondes en activisme qu'en réflexion. Ces conclusions auront l'avantage par contre, d'avoir été ammassées avec l'effort constant d'une vie dédiée à la lutte pour l'émancipation de ma classe.*

** Ce n'est pas suffisant, je le sais, pour établir «la relation dialectiquement juste entre le mouvement réel et sa théorie». Mais ce n'est pas cela que je prétend. Mon expérience n'est pas unique ni définitive. Si elle a un mérite c'est celui d'être écrite, livrée à tous, pour que chacun l'utilise comme il veut.*

** Quiconque se scandalise des attaques qui sont lancées ici contre les vénérables institutions de l'opposition, c'est qu'il ignore le danger intégrateurs des sigles et le néfaste pouvoir des bureaucraties. Mais cela, les pharisiens de l'antifranquisme, les défenseurs du néo-stalinisme n'en ont jamais été scandalisés.*

** Quiconque crie: utopie! quand on parle de l'organisation autonome des travailleurs c'est qu'il ignore la capacité révolutionnaire que renferment les masses. Mais les mêmes suivront avec sympathie et intérêt les constantes tentatives pour reconstruire la docte direction du «vrai parti de la classe ouvrière» qui, «maintenant», n'est pas démocratique, «car les conditions ne le permettent pas», mais qui «promet de l'être.....quand il prendra le pouvoir». Qu'ils ne se trompent pas ces tartuffes et qu'ils sachent qu'il faut choisir, car l'émancipation des travailleurs est incompatible avec les organisations bureaucratiques. L'histoire nous a montré suffisamment d'exemples.*

** Qui me qualifie d'«anarchiste» ou d'«ouvriériste» qu'il aille se faire voir ailleurs. Dans ma collection ces étiquettes sont les plus anciennes. Les doctrinaires de l'ultra conservatisme déguisés en théoriciens du mouvement ouvrier les staliniens en conserve, m'en ont donné d'autres moins flatteuses.*

Je ne perdrais pas mon temps à me justifier. Les grèves «sauvages» de ces derniers mois, à Barcelone, Navarre, Vitoria, Ferrol.....sont les arguments que je préfère.

** Si j'espère que la nouvelle génération vivra un jour dans un pays libre, dans un monde nouveau, c'est parce que j'ai lutté et continue de lutter pour que cela soit possible.*

C'est cela qui me donne le droit de dénoncer sans bonnes manières, de critiquer sans faire de cadeaux aux âmes candides - et aux moins candides - qui se gargarisent chaque matin avec le mot liberté mais qui sont incapables de se libérer des petits cénacles, groupes ésotériques où s'asphyxie et s'assasine tous les jours cette liberté, en son nom.

Si cette lutte m'a porté des coups, si les désillusions m'ont fait douter de moi-même, si je me suis un peu aigri, tout cela n'a pu encore remplir de haine l'espace destiné à l'amour et à la confiance. Cet amour et cette confiance dont je suis capable - jusqu'à quand? - appartiennent à tous ceux qui peinent sans encore lutter car ils sont nés et vivent dans les ténèbres de la plus grande ignorance et oppression, dans les cloaques que leur a réservé cette société.

A tous ceux là, qui ne me liront pas, je dédie ce livre.

Federop

Pendant huit numéros nous avons fait connaître aux lecteurs d'IRL le livre de Julio sanz Oller «Entre el fraude y la esperanza», il vient d'être traduit en français aux éditions FEDEROP. Il n'est donc pas utile de continuer de publier au fil de numéros très espacés un texte qu'on peut lire sous sa forme de livre.

Tous les lecteurs qui se sont passionnés pour l'histoire de Julio peuvent donc se la procurer en librairie.

Ceci dit on tient malgré tout à faire connaître à tout le monde les petits problèmes qui se sont posés entre IRL et FEDEROP à propos de ce livre.

Quand un copain enthousiasmé par la lecture de l'édition espagnole entreprit de le traduire pour le faire connaître autour de lui et le proposa à IRL pour toucher plus de gens, on le fit paraître sans hésiter, en se contentant de se renseigner pour savoir qui avait édité ce livre en Espagnol. Si ça avait été une maison d'édition bourgeoise (ce qui aurait été étonnant) on risquait un procès dans le cadre de la législation bourgeoise pour n'avoir pas respecté les droits de propriété propres aux publications dans le système capitaliste.

Comme ce n'était pas le cas il n'y eut aucun problème, ou plutôt presque aucun. Car curieusement la librairie Fédérop où on diffusait le canard à l'époque «éxigea» un jour que nous cessions immédiatement de publier Julio sanz Oller, sous prétexte que nous faisons du tort à l'auteur qui cherchait un éditeur en France. Naïvement on répondit qu'à notre avis la traduction dans IRL ne pouvait qu'apporter des lecteurs (et des acheteurs) au livre lorsqu'il paraîtrait en français et que de toute façon les idées étaient faites pour être diffusées librement. En conséquences on continua la traduction, en comprenant assez mal de quoi se mêlait Fédérop. À l'époque on ne savait pas que la librairie envisageait de monter une maison d'édition et que le livre de sanz Oller était prévu à son catalogue.....

Bref passons car ce n'est pas fini.

«Fédérop libraire» s'était contenté de nous faire la morale en nous disant qu'on «enlevait le pain de la bouche d'un ouvrier espagnol» (c'est ce qu'on nous a dit, c'est énorme mais c'est comme ça).

«Fédérop éditeur» nous fit dire gentiment que si on ne décidait pas d'arrêter la publication de Julio ils seraient obligés de faire jouer leurs droits et de nous poursuivre devant les tribunaux.

Comme on est un peu fier et qu'on a pensé que pour Fédérop ça ferait une très bonne publicité que de poursuivre devant les tribunaux bourgeois d'autres militants qui se crévent le cul à diffuser les idées révolutionnaires, on a failli continuer la publication, histoire de voir jusqu'où pouvait conduire l'instinct commercial. Mais on a pensé que ce serait de l'enfantillage. Le livre de sanz Oller est maintenant traduit en français dans sa totalité (on espère que la traduction est bonne...) et même si c'étaient les éditions de la table ronde qui le diffusait on lui ferait quand même de la publicité. Ce qui compte c'est que le maximum de gens puissent découvrir les idées révolutionnaires même quand ça passe par des entreprises capitalistes dont le moteur est le fric ou la volonté de puissance.

Mais puisque Fédérop est une maison de gauche, on tient à lui rappeler que pour notre part nous n'acceptons pas le droit bourgeois qui régle la propriété littéraire, parce que ce droit contribue au fonctionnement du système capitaliste que nous combattons et parce qu'il s'oppose à la libre circulation des idées. Pour nous un texte doit être à la disposition de tout le monde surtout lorsqu'il peut aider à détruire l'ordre actuel au profit d'une société réellement libre.

COMME SI ON ETAIT L'HUMA DIMANCHE...

Une lectrice nous écrit à propos du numéro 8.

-feuilleton: je m'y paume un peu dans tous les sigles; féroce pour les adeptes de la «libération sexuelle», qui le méritent souvent, mais c'est quand même un peu court d'expédier ça comme ça (on n'a pas le temps etc...etc... quand

même, comment il se demerde avec la Conchi?) sais pas ce que c'est que «Bandera Roja» comme groupe en Espagne à l'époque, mais en France y'a pas si longtemps que les trotskystes, les maos et j'en passe ont mis la question à leur ordre du jour, public eu privé.

-Les Kurdes, les gitans: ici les kabiles, les targuis et bien d'autres, ailleurs..... toujours un Etat compresseur voulant niveller à tout prix. Quand tu vois le foïn que fait l'Algérie pour l'autodétermination des *sahara* raouis du Sahara espagnol et comment elle traite ses minorités.....

-La Part Dieu: A Montpellier on a notre «polygone», on a bien passé une soirée à rêver «comment s'amuser» au Polygone. On devrait faire un grand concours, tiens: le meilleur détournement de centre commercial. Toutes les villes en possédant un pourraient y participer. IRL centraliserait et la ville gagnante inviterait tous les participants de France et de Navarre, et d'ailleurs à venir faire la fête dans son propre centre.

-Il nous faut une Guépéou: sans commentaires; infinité de points d'exclamation; je ne me lasse pas de m'étonner.

-Pourquoi se réclamer de l'anarchisme? : Bof!, posé comme ça, me dit pas grand chose, m'enfin lisons...donc si le programme commun passe: boum! grand chambar! disons que si j'étais si furieuse de ne pouvoir voter aux dernières présidentielles c'est que je pariais pour....Bon! projet socialiste en réponse à une situation de crise: utopie. Projet communiste: plausible, O.K.. C'est pas de la dérobade mais les analyses théoriques et moi ça fait deux et même plus; disons que je vaquerais quelque part dans la sphère des «non-anarchistes sentant intuitivement la nécessité d'élaborer un projet social différent des projets socialistes et communistes»; ce n'est pas que je ressente pas parfois la nécessité de clarifier et donc de théoriser, mais pour moi ça va lentement; des choses s'articulent pour donner des éléments plus cohérents, à partir de ma vie, de la vie des gens que je cotoie, des informations que je peux entendre ou lire; c'est bien loin de fournir un tout qui se

tienne et il y a des tas de trucs autour desquels je tourne, tentant d'égratigner un peu pour voir ce qu'il y a dedans si c'est trop costaud j'abandonne jusqu'à la prochaine tentative. Attaquer de front ces trucs pour lesquels je n'ais pas suffisamment d'éléments de réflexion, de motivations, d'expérience etc...pour moi ça voudrait dire accepter en bloc ou rejeter en bloc quelque chose sur laquelle je n'ais aucune prise, et ça ça me ferait super chier. Alors je préfère passer pour une «pas très futée» plutôt que de réfuter ou de soutenir des trucs sans savoir pourquoi.

Point à la ligne.

-Au sujet d'un local: le genre d'article simple, clair, donnant une information précise et avec laquelle en plus je suis d'accord.

-Petites nouvelles internationales: Aih! IRL devient sérieux et tout et tout....J'espère que vous êtes tout reconfortés par la chaude ambiance de camaraderie internationale.

-Tous à la manif: Je l'ai gardé pour la fin parce que pour moi c'est l'article important du canard (bon tu remarques qu'en général il y a au moins un article par canard qui fait tilt chez moi et qui me donne envie de faire marcher mes neurones; même que c'est pour ça que je continue à

le lire); bref les problèmes service d'ordre, manifs c'était à l'ordre du jour dans ma petite tête depuis la kyrielle de manifs, cause les derniers assassinats publics de Franco. En particulier à la suite de la dernière qui devait soit disant être «dure» et où je me suis demandée tout le long «mais qu'est ce qu'on fout ici?» (soit dit en passant cette question posée souvent à haute voix ne m'a attiré que des réponses affligeantes ou des regards de suspicions pour la manifestante non affiliée que je suis).

Trois étapes: question S.O. j'avais pas mis ça en a,b,etc... et c'était somme toute assez vaseux, et toc! article poseur de planches sur la vase.

Question manif: l'alégresse d'avoir l'impression de lire un pote parce que c'était un truc assez clair chez moi et qu'on en est en gros au même point. Les questions embarassantes et que j'enterre périodiquement depuis quelques temps et qui ont été remises à l'ordre du jour justement par les dites manifs.....et qui en gros reviennent toutes à: quell

part est ce que je veux, je peux prendre dans la bagarre? » Ca c'est mes oignons qu'il faudra bien que j'arrive à faire frîre un jour.. ..

En plus le mec (je suppose) qui a écrit ça on le sent vachement impliqué par tout ce qu'il raconte mais pas mesquin ni haineux envers qui que ce soit, et rigolard en plus envers ses propres, leurs propres, nos propres trucs. Bref autre chose que certains anars donnant plus l'image de pantins hystériques qu'on a envie de fuir en courant, et puis tiens écrire un truc tout con, tout simple comme «et puis de toute façon, si c'est pas avec eux qu'on s'en tire je ne vois pas bien comment on s'y prendra» c'est si rare dans le milieu militant de tout bord que ça donne envie de sauter au cou de l'auteur de l'article à travers le papier.

Voilà sur cette envolée lyrique que si vous étiez l'humanité-dimanche vous vous empresseriez de publier ça sous la rubrique «courrier des lecteurs» j'arrête de déblatérer mes propos sans queue ni tête dont n'ont que faire les détenteurs de la «Pensée Rationnaliste».

POURQUOI SE RECLAMER DE QUOI QUE CE SOIT

J'ai participé au journal depuis le début. Dans «à propos du journal» (No 4 octobre-novembre 74) je m'opposais à ce qu'IRL soit le «journal anar» qui par là même resterait confiné dans le ghetto anarchiste:

-Tiens t'as vu ce journal?

-Ouais, bof, tu sais, c'est les anars!

Pour ma part, j'ai désormais une sainte haine des idéologies y compris l'idéologie anarchiste. Je l'ai véhiculée pendant quelques années. Je ne me dis pas anar. Ceci dit mon mode de pensée et j'espère d'action est révolutionnaire et donc s'inspire d'un projet libertaire, socialiste, communiste..... ces termes n'ont guère d'importance.

Faire d'Infos Lyon un canard anar c'est oublier l'histoire récente (une frange de libération, Actuel, le Comité d'Action des Prisonniers, le MIL, l'évolution de milliers de gens au Chili en 1970-1973 ou au Portugal, lieux où pourtant l'anarchisme n'a joué aucun rôle).

Aujourd'hui sont concernés par la révolte, la pensée et l'action anti-autoritaire, outre les anars bien étiquetés: toute une frange d'anciens militants d'extrême gauche, (ex-ligue, ex-anars, ex pcf, ex-maos etc...) qui ont rompu avec le militantisme et l'étiquetage; mais qui sont toujours actifs et rejettent les schémas sécurisant du marxisme-léninisme et autres ismes pour agir concrètement dans tel comité de locataires tel M.J.C., tel comité de quartier, écologique..... et j'en oublie.

Et ce n'est pas un hasard, si l'un d'eux, copain de Vénisieux n'a jamais comme il en avait l'intention, envoyé des dessins pour le journal «moi, dirait il, dessiner dans un journal anar et triste; et bien merde alors!»

Alors que son mode de pensée et de vie est nettement anti-autoritaire et très proche de certains d'entre nous. Mais voilà il ne veut en rien être manipulé par un groupe, par un journal, un parti ou quoi que ce soit qui ressemble, de près ou de loin, à une idéologie. Mais si ça se trouve il irait bien boire un canon avec l'un d'entre nous.

Je ne refuse pas pourtant le débat théorique. Si ce dernier est lié à notre action, à notre vie quotidienne. Je ne confond pas théorie et idéologie. Théorie : la réalité sociale pose des problèmes, donc des questions qu'il faut résoudre afin de pouvoir agir.

L'idéologie c'est un ensemble de concepts figés, fixés à la fin du siècle passé et qui divise toujours le « mouvement

révolutionnaire ». C'est donc l'article « Pourquoi se réclamer de l'anarchisme » que je mets ici en cause.

«Si demain parvenait à se constituer en France un mouvement luttant contre les rapports autoritaires et contre la domination étatique, je n'irai pas vérifier si ce mouvement porte l'étiquette anarchiste» Ah bon! et bien d'accord! Mais juste après notre compagnon ajoute: «mais les mots ont de l'importance» Ah tiens donc! Prenez un mec dans la rue demandez lui la différence entre un gauchiste et un anarchiste? un maoïste et un trotskyste et vous verrez si les mots ont de l'importance. Et ce qui suit dans le même article, condamne pratiquement la première partie

«Or il ne fait de doute pour personne que mettre en avant la lutte contre l'autorité et l'Etat au profit d'une vie sociale libre et sans classe dominante c'est être anarchiste, c'est se réclamer de l'anarchisme» Et toc! c'est ainsi et pas autrement! Juloi sanz Oller vpus connaissez? et bien il lutte contre l'autorité et l'Etat au profit d'une vie sociale libre et sans classes dominantes, et petit détail, il N'EST PAS ANARCHISTE et Daniel Cohn Bendit, itou et ainsi de suite, je pourrais parler à moi tout seul d'une quarantaine de copains et copines qui sont taillés dans ce modèle et qui ne se réclament pas de l'anarchisme, ni de rien d'autres.

Ce qui était vrai pendant des dizaines d'années ne l'est plus aujourd'hui; ainsi les anarchistes ont, seuls, dénoncé l'electoralisme, l'Etat et son évolution, la culture et son rôle la sexualité (encore que Reich W. était marxiste), l'armée etc... Mais depuis il y a eu la révolution russe, la réaction des communistes allemands et hollandais, les surréalistes et leur rire. 1936 où on a vu la CNT tirillée entre la révolution et le réformisme; il y a des ruptures chez les marxistes et les chrétiens. «socialisme ou barbarie» «noir et rouge», le PSU et 68, les situationnistes. Des milliers de gauchistes, de marxistes, de chrétiens et d'anars ont appris à se parler, à bruler ce qu'ils avaient adoré: l'idéologie. Faisons donc D'IRL un lieu de rencontre des expériences des uns et des autres .

LE PROJET APARTIDAIRE (*apartidaire: en dehors des partis, des idéologies*)

Daniel Cohn-Bendit «Je ne suis ni marxiste ni anarchiste... et pas davantage maoïste» et plus loin «je pense que dans les 5 prochaines années il y aura une redéfinition radicale de ce que doit être le mouvement révolutionnaire» (Le Monde décembre 1975)

Ce que je nomme projet «apartidaire» celà veut dire être en dehors des partis, organisations, sectes, idéologies.

Ce projet là n'existe qu'à l'état latent.

Notre démarche à nous tous doit bien être de diriger notre lutte contre l'autorité, l'Etat, le capital sous toutes ses formes.

Mais aussi de porter aussi loin que possible dans le concret notre critique de cette société.

Le Chili de l'unité populaire ne possédait aucune tradition anarchiste et pourtant «les cordons industriels» «les comités de quartier pour le ravitaillement face à la grève des patrons camionneurs existaient

L'expropriation par les paysans pauvres d'immenses domaines ont existé souvent même contre le gouvernement de l'unité populaire ô combien prudent! Celà prouve l'existence d'un mouvement autonome (autonome par rapport aux partis de l'UP et du gauchisme) et critique.

Aujourd'hui il est temps que ceux qui luttent sur le même terrain et qui ont les mêmes aspirations se rencontrent, qu'ils soient profs de CET, membres du PS, habitant Givors ou étudiant, membre du PSU habitant Francheville, chômeur sans parti «résidant» à la ZUP des Minguettes. Informations rassemblées à Lyon veut il être un de leurs outils ou simplement un journal anarchiste?

Deux autres points de vue rapides sur le problème:

Bien qu'étant l'auteur de l'article incriminé je suis d'accord avec plusieurs points du texte ci dessus.

-Le titre «pourquoi se réclamer de l'anarchisme?» était mal choisi, le contenu de l'article ne correspondait pas à l'aspect trompant du titre.

-on aurait dû indiquer clairement dans la mise en page que, comme tous les textes du journal, cet article était un strict point de vue individuel et qu'il ne donnait en aucune façon la «tendance actuelle» du journal. (Ca c'est déjà produit pour d'autres articles dans les premiers numéros)

-Je suis également d'accord que l'anarchisme comme bien d'autres étiquette sclérosées peut permettre l'existence de sectes chauvines, sectaires et autoritaires.

Mais sur le reste je ne suis pas d'accord et je trouve que ce serait bien de continuer la discussion.

Les ouvriers, les paysans, et beaucoup d'autres n'attendent pas que les anarchistes révèlent la Théorie pour se révolter et pour lutter, au Chili comme au Portugal. Mais la question à se poser, c'est si cette lutte pourra triompher un jour sans un «projet», un «programme», qui relève toujours, qu'on le veuille ou non, de l'idéologie, des «idées». Il n'y avait pas d'anarchistes au Chili et au Portugal, ou très peu, mais il y avait une flopée d'organisations qui toutes, du P.C. au moindre groupuscule disaient sans arrêts qu'il ne fallait pas abolir l'Etat, l'armée permanente, la police, mais seulement les repeindre en rouge, et qui toutes, fonctionnaient de façon autoritaire et bureaucratique.

Qui disait le contraire? Et est-ce que cette absence d'un projet politique anti-autoritaire et anti-étatique n'a pas pesé lourd dans la défaite des peuples portugais et chilien? Encore une fois, je me fous des étiquettes, et lorsque Libération défend une analyse apartidaire (comme étiquette, celle-ci est plutôt compliquée), je ne vais pas regarder si c'est July qui la défend, et si c'est un ancien Mao; je suis d'accord avec lui, un point c'est tout.

Mais alors défendons ce point de vue, on verra bien comment ça s'appellera. Jusqu'à maintenant, tous ceux qui défendent l'Etat et l'Autorité ont traité ce projet d'anarchiste, que ce soit en Chine pendant la révolution culturelle, ou en Allemagne avec la bande à Baader. Comme Julio Sanz Oller se fait traiter d'anarchiste.

Si ça prend un nouveau nom, tant mieux, (bien qu'apartidaire me semble très intellectuel); en attendant, il me semble que c'est dans ce qu'il est convenu historiquement d'appeler l'anarchisme qu'on trouve le stock le plus important d'expériences et d'idées dont nous avons besoin pour construire une société nouvelle.

Je suis bien d'accord sur le fait que c'est l'action concrète dans telle ou telle situation qui est importante et non l'idéologie qui la soutend. Mais les choses ne sont pas si simples que celà. On ne naît pas par génération spontanée et à défaut d'idéologie, nous avons dans la tête des références théoriques et historiques. Il se trouve que la manière dont nous appréhendons les choses, notre révolte nous inscrivent dans le courant anarchiste. On ne peut évidemment pas affirmer que l'existence d'un mouvement anarchiste au Chili aurait changé le cours de l'histoire. Mais peut être que la conscience du danger représenté par l'Etat et par le pouvoir aurait elle évité des erreurs et des hésitations.

«Diriger notre lutte contre l'autorité, l'Etat, le capital sous toutes ses formes, mais porter aussi loin que possible dans le concret notre critique de la société» c'est précisément un projet anarchiste.

Il se trouve aussi que si nos actions concrètes, parcellaires ne sont pas rattachées à un projet cohérent, elles sont inévitablement récupérées par l'idéologie dominante. L'anarchisme n'est pas une idéologie parmi d'autres mais introduit une rupture par rapport à l'idéologie; se dire anarchiste c'est faire référence clairement à cette rupture.

Ceci n'est évidemment pas une réponse mais l'ébauche d'une discussion.

NOUVELLES D'AMSTERDAM.

....."pour le reste eh bien! y a beaucoup de choses à dire je crois d'abord, j'ai toujours pas de boulot et c'est dur d'en trouver car il y a une invasion de surinamais (le Surinam doit obtenir bientôt son indépendance, jusqu'à ce moment là, les surinamais du sud ont la nationalité néerlandaise et ils préfèrent venir tenter leur chance aux Pays Bas.) C'est assez incroyable le nombre de noirs qu'il y a à Amsterdam. Le racisme commence à se faire sentir par rapport aux noirs. Une loi est passée en Hollande depuis le 1er décembre selon laquelle le boulot non déclaré est sanctionné (1000 florins par jour soit environ 1700 fr), les patrons hésitent à prendre des étrangers car ils ont peur de perdre leurs employés deux ou trois mois après. Ca va être dur. Mais beaucoup de gens savent que je cherche du travail et ils cherchent pour moi. L'autre jour je suis allé à l'Arbeighburo, l'équivalent de l'ANPE j'ai été reçu très mal, ils ne se sont pas occupés de moi. Il m'ont mis dans un coin. Il y avait énormément de chômeurs qui cherchaient du travail. Je suis partie démoralisée. Pas un ne parlait le français, j'ai à peine réussi à me faire comprendre. C'est pas marrant d'être immigrée. Je m'imagine le nord-africain en Europe, quel cauchemar! J'ai encore la chance d'être française.

L'autre jour on a vu un connard de français ami deavec qui la discussion a été très animée et au bord des insultes. Un petit con d'étudiant en photographie, prétentieux, ridicule, pédant d'intellectuel! bref pas le pied! Et je crois que si tout le monde, ici, parlait le français on n'y serait plus. Heureusement on a rencontré les anars, avec deux d'entre eux on a été se saouler la gueule à la bière dans un petit café vachement bien, très intime, très calme, petite musique pas dégueulasse. On a bien rigolé et crois moi ça nous a remonté le moral de pouvoir enfin se sentir bien avec des gens. Ils parlent mal le français, mais on se comprend à demi mot, ce qui prouve que quand les anrs eh! c'est des

*gens accueillant et qui savent rire! Comme disait J..., ils ont des positions sur le militantisme et l'aliénation très valables et ils ne seprennent pas du tout au sérieux, ce qui est appréciable. On attend de vos nouvelles avec impatience et ça ne vient pas encore. C'est dur! On a vachement besoin de savoir ce qui se passe, de recevoir un rayon de soleil de Lyon et Vénissieux, c'est nos racines qui nous font mal en ce moment, c'est dur de ne plus être entouré d'amis.....
Fraternellement, affectueusement....*

Ixelle.

SOMMAIRE

gardarem lo larzac	p. 2
armée - répression :	p.3 à 9
- lettre au "Monde"	p. 3
- au secours! l'état n'est plus en sureté	p. 4
- les animaux malades de la peste	p. 6
- lettre au ministre des armées	p. 7
- déclaration violemment antimilitariste	p. 8
- besançon, il y a 70 ans déjà....	p. 9
"il y a des jours comme ça..."	p. 11
les amis de la terre	p. 11
portugal	p. 12
les monuments aux morts	p. 15
une petite boite de confection comme les autres....	p. 16
le huit décembre	p. 17
les psychologues en grève	p. 18
grandes surfaces (suite)	p. 19
sur la violence	p. 19
julio sanz oller (suite et fin)	p. 20
comme si on était l'huma-dimanche!	p. 21
pourquoi se réclamer de quoi que ce soit?	p. 22

Permanence du journal: tous les mercredis de 18 heures à 20 heures 13 rue Pierre Blanc Lyon premier arrdt.

Abonnement: 20 francs
de soutien : à volonté.

Directeur de Publication J.J.GAY
numéro de commission paritaire: 55 270
Ecrire: H.L. B.P. 543 Lyon Cedex.

IMPRIMERIE PRESSE NOUVELLE.